

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. L, No. 4 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10

29 janvier -5 février 2020

LES PROCHAINES ÉLECTIONS SONT ELLES POSSIBLES EN HAÏTI Le secrétaire d'État américain berné par Bocchit Edmond

Aucune liste électorale n'est possible; Complot contre le scrutin promis par Jovenel Moïse...

Par Léo Joseph

Par leur crédulité ou leur volonté de prendre pour argent comptant les informations reçues des dirigeants haïtiens, les responsables américains, notamment le secrétaire d'État Mike Pompeo, est sur le point de se laisser berné par

son homologue haïtien. En communiquant au patron du Département d'État l'engagement du chef d'État haïtien d'organiser «prochainement» des élections et de promulguer une nouvelle Constitution, les Américains sont sur le point de cautionner un autre complot électoral susceptible d'entraîner une crise, encore plus gra-

ve que celle qui a porté Nèg Banannan au pouvoir par un verdict controversé du Conseil électoral provisoire (CEP) qui reste encore contesté jusqu'aujourd'hui.

Suite à la décision du chef de l'État haïtien de congédier les deux tiers du Sénat, le deuxième lundi de janvier, au lieu d'un tiers,



Mike Pompeo, à gauche, et Bocchit Edmond, la semaine dernière à Kingston, Jamaïque.

comme le prévoit la Loi électorale de 2015, le secrétaire d'État américain n'a pas donné une position catégorique de Washington, par rapport à cette dernière forfaiture du président haïtien. Dans le cadre d'une rencontre, à Kingston, Jamaïque, avec une poignée de Premiers ministres et de ministres des Affaires étrangères de la Caraïbe, y compris le chancelier haïtien, M. Pompeo a fait la déclaration suivante : « Nous sommes préoccupés par le fait que le président dirige par décret. J'ai rencontré le ministre haïtien des Affaires étrangères, durant mon séjour à Kingston, à la Jamaïque. Nous avons exhorté les dirigeants haïtiens à établir un calendrier et à fixer une date définitive de ces élections. C'est la chose la plus

Suite en page 3

BRAS DE FER PRÉSIDENTENCE-SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE

Jovenel Moïse peine à trouver une issue

Par Léo

Jovenel Moïse ne semble pas avoir mis sur pied une politique cohérente pour gérer la déclaration de caducité du Parlement



Uder Antoine avait proclamé que les élections de novembre 2019 allaient renouveler le tiers du Sénat, point barre.

auquel il a ajouté 19 sénateurs dont le mandat doit prendre fin légalement en 2020, soit le deuxième lundi de cette année. Il peine à trouver les moyens d'imposer sa décision, par rapport aux



Léopold Berlangier, pris entre l'enclume et le marteau.

sénateurs élus pour quatre ans. Au fil des derniers jours, se sont accumulées les preuves irréfutables que l'occupant du Palais national n'a aucune base légale pour justifier une telle décision. En effet, quasiment au quotidien, depuis déjà plus de deux semaines, l'actualité est riche en documents publiés au cours de l'année qui vient de prendre fin prouvant que les neuf sénateurs, dont le mandat a été arbitrairement déclaré terminé par le chef d'État, sont légalement en fonction. Au fur et à mesure que se multiplient les interventions relatives à ce dossier, le débat s'approfondit et les institutions ainsi que les personnes qui se font complices de Jovenel Moïse sont devenues les cibles privilégiées de tous ceux qui ne peuvent contenir leurs

Suite en page 4

CORRUPTION ET IMPUNITÉ À L'ÈRE DE JOVENEL MOÏSE

Claudy Gassant à l'ULCC : Un défi qui a mal tourné

Par Léo Joseph

Claudy Gassant a surpris tout le monde quand il a été nommé directeur général de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC). Sa révocation spectaculaire par Jovenel Moïse, sous la dictée de Renald Lubérice, secrétaire du Conseil de ministres, a exaspéré certains et déclenché l'insulte

chez d'autres, ceux qui se demandent qu'est-ce qu'il était allé chercher « dans cette galère ». Mais personne ne semble comprendre la mission dans laquelle s'était embarqué l'avocat que certains appellent l'enfant terrible. À écouter l'ex-juge d'instruction dans l'assassinat de Jean Léopold Dominique, sous Jean-Bertrand Aristide, raconter les mésaventures qui lui ont valu

son humiliante mise à la porte comme chef de cette institution, on peut se faire une idée de ce qu'il avait en tête d'accomplir en trompant la vigilance des défenseurs de la forteresse de la corruption de Jovenel Moïse et y pénétrer.

Selon les informations qui étaient parvenues dans les médias, Claudy Gassant avait lancé une

Suite en page 16

HAPPENINGS!

Ruling by Decree, the Haitian President encounters some difficulties



Assemblywoman Rodneyse Bichotte.

Despite the apparent calm in Haiti since early December, President Jovenel Moïse faces major difficulties, especially since his "friends" in Washington don't see eye-to-eye with him governing by decree as of January 13. Moreover, the "unity government"

announced by the president has yet to take shape. Regarding a new constitution he plans to enact through referendum, he's violating the current constitution, which bans the use of a referen-

Continued on page 7



OU MERITE SWEN SANTE KI ABÒDAB

NY State of Health ofri plan bon kalite avèk:
Swen Prevantif Gratis. Prim ki ba. Depans ki soti nan pòch ki ba.

Jwenn èd fas-a-fas gratis nan men konseye asirans sante pou konpare plan, aplike pou asistans finansye pou bese depans ou yo, epi chwazi pwoteksyon ki travay pou ou.

**JWENN PLAN OU AN EPI ENSKRI ANVAN 15 DESANM
POU PWOTEKSYON K AP KÒMANSE 1YE JANVYE.**

☎ Rele: 1-855-355-5777 oswa TTY: 1-800-662-1220

🖱 Al gade nan: nystateofhealth.ny.gov

👤 Jwenn èd gratis fas-a-fas nan lang ou

Le secrétaire d'État américain berné par Bocchit Edmond

Aucune liste électorale n'est possible; Complot contre le scrutin promis par Jovenel Moïse...

Suite de la page 1

importante.

« Nous pensons que le gouvernement haïtien dispose du pouvoir, de la capacité, et d'un droit légal pour le faire. Une fois que ces élections auront eu lieu, il y aura un gouvernement dument élu. Nous n'aurons plus à nous préoccuper de la gouvernance par décret ».

Une position boiteuse, vu la gravité de la situation

Les observateurs avisés estiment tout à fait boiteuse la position exprimée par le secrétaire d'État américain affichant sa méconnaissance totale de la présente réalité politique haïtienne dominée par la corruption, un phénomène qui met en péril la tenue même des élections. Une opération impossible à réaliser sans une base de données des personnes ayant le droit de vote. Ce qui est irréalisable avec le système Dermalog acquis par la présidence hors des normes de passation de marché. Surtout qu'en dépit des millions déjà versés à cette compagnie allemande, l'accord en vertu duquel le régime compte conditionner la base de données sur laquelle doit se base ces joutes n'existe même pas légalement. C'est, en tout cas, la conclusion offerte par un haut fonctionnaire de l'État qui souhaite rester anonyme.

Avant d'exposer ce nouveau crime électoral, dont Jovenel Moïse se prépare à accoucher, il importe de révéler ces réflexions. En effet, dit-il catégoriquement S « Le contrat Dermalog signé entre l'État haïtien représenté par le Premier ministre Jacques Guy Lafontant, le ministre de l'Économie et des Finances, Patrick Salomon, le ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Heidi Fortuné, le directeur de l'ONI, Jacques Elibert, et la firme allemande Dermalog, n'existe pas, pour n'avoir jamais été validé par la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif, tel que mentionné dans l'avant dernier article dudit contrat. L'approbation de la Cour était, non seulement une obligation, mais un mur infranchissable. C'est donc un projet de contrat qui n'est jamais entré dans sa

phase exécutoire. Ce n'est que trois mois après le départ du gouvernement du ministre Fortuné, soit en juillet 2018, que le président et le Premier ministre ont pris, en Conseil des ministres, un arrêté pour déclarer urgence nationale l'émission d'une nouvelle carte d'identification. Et en vertu de cet arrêté, le gouvernement a pris une résolution signée par tous les ministres du gouvernement ordonnant au ministre des Finances de débloquer des fonds en faveur de la firme allemande. S'en est suivi le voyage, pour le moins troublant, tendancieuse et obscur de la première dame Martine Moïse, accompagnée du ministre de la Justice Jean Roudy Aly et du directeur de l'ONI, Max Elibert, jusqu'au siège de ladite firme ».

Et le haut fonctionnaire d'ajouter : « En résumé, le gouvernement, ne pouvant pas passer à la phase d'exécution du contrat avec la firme allemande, a tout simplement ignoré le contrat dans sa globalité et la fin de non-recevoir octroyée par la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif en utilisant des voies détournées pour surmonter tout obstacle et parvenir à ses fins. D'où l'arrêté et la résolution prise en Conseil des ministres ».

Le même haut fonctionnaire conclut son intervention sur le dossier Dermalog par ces mots : « Le contrat Dermalog n'existe pas. Ne vous laissez pas duper ».

Des élections dans trois ou sept ans ?

Par le truchement de Bocchit Edmond, le ministre des Affaires étrangères, Jovenel Moïse a promis au secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, d'organiser des élections « dans le meilleur délai ». Dans trois ou sept ans ? Grâce à Youri Latortue, le « sénateur fouineur », révélateur des secrets louches de la présidence, le pot aux roses par rapport au contrat Dermalog a été découvert. En effet, les faits révélés par M. Latortue relatifs au contrat signé par le régime Tèt Kale et la firme allemande semblent corroborer les données qui ont porté ce haut fonctionnaire anonyme à déclarer que « le contrat Dermalog n'existe pas ».

Toutefois, Jovenel Moïse a décidé de passer outre aux for-

malités légales et constitutionnelles pour entériner ce marché avec la compagnie allemande. Parce qu'il voulait se donner, à lui et à sa femme, l'occasion de réaliser de juteuses commissions. Le sénateur Latortue a argué, avec raison, qu'il n'y a aucune raison de changer la carte d'identité nationale, qui est encore valide, surtout que la nouvelle carte, que se propose de créer la présidence, ne sera pas prête pour organiser les élections appelées à renouveler le Parlement et le tiers du Sénat, avant le deuxième lundi de janvier 2020.

Bien que l'Office nationale d'identification (ONI) ait invité les citoyens à retirer leur nouvelle « carte unique », il est clair qu'elle ne pourra supporter les prochaines élections. Avec le nouveau système Dermalog illégalement acquis, il faut jusqu'à sept ans pour mener à bien un scrutin en bonne et due forme. Donc, au nom de la corruption, la prochaine joute électorale promise à M. Pompeo par Jovenel Moïse risque de déclencher une crise sociopolitique encore plus grave que celles que le pays a connues

jusqu'ici.

En clair, d'aucuns interrogent les motifs ayant guidé le choix de changer la carte d'identité nationale en un document unique, dans un contexte de crise financière aigue, alors que celle en vigueur est encore valable pour plusieurs années. Quand on prend en compte le fait que l'État doit plusieurs mois d'arriérés de salaires aux enseignants, à des policiers ainsi qu'à d'autres employés de l'administration publique, surtout les contractuels, comment expliquer cet empressement à engager la nation dans un autre contrat franchement illégal ? Ce cas est d'autant plus révoltant que le président est forcé de faire marche-arrière par rapport à ses promesses électorales, en sus des dizaines d'autres qu'il a faites à la nation tout au long de ses trente-six mois au pouvoir. Voilà un autre cas, parmi des douzaines, de priorités mal placées, dont Jovenel Moïse s'est rendu coupable. Assurément, une autre raison justifiant la demande de sa démission avec tant d'insistance par la nation.

Dans le cadre de cette pro-

messe faite à M. Pompeo, Jovenel Moïse s'est révélé le menteur invétéré que le peuple haïtien a découvert depuis peu après sa prestation de serment, le 7 février 2017. Mais cette situation aurait dû se présenter autrement, si la diplomatie américaine faisait montre du discernement et de la sagesse qu'on lui a connus, dans un passé encore récent. Il y a de quoi porter les observateurs sages à se demander comment les décideurs américains en sont-ils arrivés là. A ce que le secrétaire d'État se soit laissé ainsi berné par Bocchit Edmond.

En clair, il se trame un nouveau complot électoral, avec la complicité des Américains, dont le motif d'une telle politique ne sont pas clairs. Il faut, toutefois, craindre que, autre temps, autre mœurs, comme dit l'adage, cela ne risque de tourner très mal. Cette stratégie électorale scélérate sera mise en place dans un contexte de révolte populaire où le président a perdu sa légitimité. Il semble que le Département d'État avance sur ce terrain piégé à leurs risques et péril.

L.J.

KOMISYON ANGAJMAN SIVIK
(CIVIC ENGAGEMENT COMMISSION)
AVI SOU REYINYON PIBLIK
Mèkredi, 29 janvye 2020 a 11AM
22 Rector Street, Spector Hall, New York, NY
Borough nan Manhattan
New York, NY 10007



Komisyon Angajman Sivik (Civic Engagement Commission, CEC) a pral òganize yon reyinyon piblik a 11 è am nan jou mèkredi, 29 janvye 2020 la, nan 22 Rector Street, Spector Hall. Komisyon an pral diskite sou metadoloji ki pwopozè a pou Pwogram Asistans pou Lang nan Qiwa lokal la ki pral bay entèpret nan biwo vòt Vil New York yo pou ede vòtè yo ki pa pale anglè byen (LEP) ki depoze von bilten vòt.

Nan mwatyan 2018, elektè Vil New York yo te apwouve reyinyon nan Chat la kite etabli Komisyon Angajman Sivik Vil New York la, ke w ka jwenn nan <https://nyc-charter-readthedocs.io/en/latest/c79/index.html>. Objèktif Komisyon an se pou ankouraje patisipasyon sivik atravè divès inisyativ, ki gen ladan yo: planifikasyon bidjè defason patisipatif, elapsman sèvis entèpretasyon nan biwo vòt yo ak asistans pou konstityiminyon yo.

Pou jwenn plis enfòmasyon sou Komisyon an, tanpri ale sou <https://www1.nyc.gov/site/civicengagement/index.page> Komisyon an.

Mann piblik la ka vini nan reyinyon sa a. CEC pral akòde yon peryòd tan nan fen reyinyon an pou piblik la fè kòmantè ki gen rapò avèk misyon ak aktivite Komisyon an. Tanpri note byen ke limit tan piblik la ap genyen pou fè kòmantè yo se twa minit. Nan sa a se tan pou fè kòmantè men pa pou pote kesyon ni bay rèspons. Pou nou fasilite senkronizasyon kòmantè yo nan yon metòd ki annòd, tanpri voye von imèl ki gen nan w ak afilyasyon w, pou w ka enskri pou pataje kòmantè w yo, nan info@civicengagement.nyc.gov avan 5pm, nan lendi, 27 janvye.

E si mwen bezwen asistans pou m patisipe nan reyinyon an? Lokal kote y ap fè reyinyon an aksepte pou moun ki sou chèz woulant oswa k ap itilize lòt aparay pou deplasman. Pral gen sistèm bouk pou endiksyon ak entèprèt ki espesyalize nan Langaj Siy Ameriken (ASL) k ap disponib, sou demann. Pral gen sèvis entèpretasyon gratis k ap disponib nan lang Panyòl. Ap gen sèvis entèpretasyon nan lòt lang tou k ap disponib, sou demann. Tanpri fè jwèt demann sa yo oswa lòt kalite demann pou aksèsibilite pa pite ke 5pm, nan jedi, 23 janvye, 2020, lè w voye von imèl nan info@civicengagement.nyc.gov oswa rele nan (712) 788-6574.

Piblik la ka gade yon transmisyon andirèk pou reyinyon sa a e yo ka gade tou ansyon reyinyon ak odyans Komisyon an te òganize, sou sitweb Komisyon an, nan <https://www1.nyc.gov/site/civicengagement/meetings/meeting-notice-2019-06-19.page>.

NYC Civic Engagement Commission

AVIS MATRIMONIAL

La soussignée, Trina Carmel WAGNAC, épouse de Jean Réginald LEGROS, déclare qu'à partir de cette date, 5 novembre 2019, je ne suis plus responsable des actes et actions de mon époux, Jean Réginald LEGROS, en attendant qu'une action en divorce soit intentée contre lui, suite à de graves menaces proférées à mon encontre.

Fait à Miami, Floride, E.U.A., ce 5 novembre 2019.

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Parler de sexe à votre enfant : Un sujet très complexe

Par Rosie Bourget

Pour mieux me faire comprendre, je me permets d'introduire mon billet en commençant par ce vieil adage. Un proverbe anglais affirme que la curiosité perdra le chat. Le père de l'expression est Eugène O'Neill qui a dit, dans sa pièce *Different* : « Curiosity killed the cat » (« La curiosité est un vilain défaut »). En effet, la curiosité du



Rosie Bourget

chat le pousse à se mettre en danger, mais il ne peut pas résister au désir d'aller explorer un lieu fermé, très mystérieux comme un trou dans un arbre, un sac en papier, une valise ouverte, un placard ou un réduit où il risque d'y rester enfermé. Il en est de même pour un enfant curieux.

Que répondez-vous à votre enfant lorsqu'il vous demande « D'où viennent les bébés » ? Cela ne doit pas vous étonner, au contraire, vous devez être enchanté du fait qu'il ait le coura-

d'idée par rapport à la proposition de vous engager dans un débat sur la sexualité, car ses questionnements peuvent porter sur des choses qu'il a vues ou entendues, ou sur des situations qu'il vit. Il n'est pas toujours facile de parler de sexualité avec son enfant. Pourtant, la sexualité fait partie des mille et une questions des tout-petits. Ils veulent savoir d'où ils viennent et comprendre ce qu'ils vivent et ressentent. C'est une curiosité naturelle qui fait partie de son développement. Discuter de la sexualité devrait faire partie intégrante de l'éducation que vous leur donnez.

« Il n'est jamais trop tôt ni trop tard pour parler de sexe aux enfants », explique la psychologue clinicienne Dr. Samantha Miller. Et n'attendez pas une éternité, pensez à aborder le sujet tout au long de leur développement. Si vous attendez le grand moment, poursuit-elle, vous perdrez l'opportunité de socialiser votre enfant selon vos valeurs. Que vous parliez à un enfant ou à un adolescent, vous devez le faire à un âge et d'une manière appropriés au développement. Il faut toujours répondre aux questions de votre enfant, même si vous devez lui dire que vous lui parlerez de cela une autre fois. C'est votre moment de parentage d'or. Et surtout ne n'ésquiviez pas ni détourner le sujet, car il va obtenir les informations quelque part.

Si vous ne pouvez pas être calme et très détendu lorsque vous parlez de sexualité avec votre enfant, au moins soyez sincère. Les enfants peuvent voir à

disent croire dur comme fer que travers toute tentative de couvrir votre malaise, ou votre embarras. Mais ne laissez aucune apparente sophistication de la part de votre enfant vous dérouter. Ne répondez pas aux questions qui n'ont pas été posées et ne parlez pas de sexe comme un adulte jusqu'à ce que votre enfant puisse le comprendre comme un adulte. Le but est de l'aider à apprendre à son rythme et à ne pas gêner.

Aussi complexe que parler de la sexualité à un enfant puisse paraître, ce n'est vraiment pas aussi difficile qu'on pourrait le penser. Il n'est pas nécessaire de tenir un séminaire officiel sur les oiseaux et les abeilles. Vous enseignez déjà à vos enfants comment prendre soin de leur corps et respecter celui des autres, et cette conversation est si facilement liée à une conversation sur la sexualité. Fort souvent, certains parents se lancent dans ce débat sans le savoir.

Il est important de signaler que certains enfants ne posent jamais de questions au sujet de la sexualité. Ils ont toutefois besoin de la même information que les autres. Profitez de situations de la vie quotidienne pour discuter de sexualité avec votre enfant. Par exemple, aidez-le à se poser les bonnes questions lorsque vous lisez une histoire ou regardez un film ensemble. Soyez attentif à ses réactions. Posez-lui des questions pour savoir comment il voit les choses.

r.bourget@yahoo.com
Maîtrise en travail social
Poète/écrivaine

arrière par rapport à la décision originale de l'organisme électoral, ne soient pas disposés à changer casaque. Tout porte à croire que, appelé à dire le mot du Droit, dans le conflit présidence-Sénat de la République, le CEP soit prêt à maintenir l'article 50.3 de la Loi électorale de 2016.

Citations du quotidien Le Nouvelliste

Si quelqu'un avait *quelque doute en ce qui concerne les élections qui devaient renouveler le Parlement dont le président haïtien allait « constater la caducité »*, il n'a qu'à consulter l'édition du 8 mai 2018 du quotidien *Le Nouvelliste*. On y relève ce qui suit :

« Les trois pouvoirs publics de l'Etat ne sont toujours pas parvenus à désigner leurs représentants pour désigner leurs représentants pour former le Conseil électoral permanent. Pourtant, en octobre de l'année prochaine, il devrait y avoir au pays des élections pour renouveler le tiers du Sénat et la Chambre des députés. Il devrait y avoir au pays des élections pour renouveler le tiers du Sénat et la Chambre des députés. Le Conseil électoral provisoire dirigé par Léopold Berlangier démarrent les mises en place en attendant la formation du Conseil électoral permanent. Ce qui est certain, selon le secrétaire général du Conseil des ministres, « avec ou sans Conseil électoral permanent, les législatives auront lieu en octobre 2019 ».

Plus loin, dans le même article, on lit ceci : « Ni le gouvernement ni la communauté internationale n'entendent rater le cycle électoral. En octobre 2019, il doit y avoir, de toute façon, des élections législatives au pays. Les Etats-Unis en tête et les autres partenaires du pays s'y mettent déjà ».

Voici une autre citation intéressante de l'édition du 8 mai du *Nouvelliste* : « Des membres du Conseil électoral provisoire ont rencontré, le jeudi 3 mai l'ambassadeur des Etats-Unis en Haïti. Selon le directeur exécutif du CEP, il était surtout question de partage d'informations sur la réalisation des élections en octobre 2019 pour renouveler le tiers du Sénat et la Chambre des députés. On avait mis l'accent sur les préparatifs des prochaines élections », a rapporté Uder Antoine au *Nouvelliste* ».

Mise en garde lancée au CEP

Face au silence du CEP par rapport à la crise déclenchée par la mise à la retraite illégale des 9 sénateurs dont le mandat expire

en janvier 2022 et aux rumeurs faisant état de pots de vin offerts aux conseillers électoraux par Jovenel Moïse pour qu'ils entérinent cette décision, un sit-in a été organisé, le lundi 27 janvier, devant les locaux de l'organisme électoral à Pétion-Ville.

Plusieurs organisations politiques et sociales en sus des membres de la société civile ont invité des dizaines de personnes à investir le siège du CEP, afin de rappeler les membres de l'institution leur responsabilité de respecter la Loi électorale et la Constitution du pays. Dès lors, ils ont sommé les conseillers électoraux de se prononcer sur la décision inconstitutionnelle et unilatérale d'envoyer à la retraite deux tiers du Sénat, au lieu d'un tiers ordonné par la Loi électorale, rappelant du même coup au CEP que les sénateurs dont les droits et intérêts sont lésés ont en leur possession le certificat octroyé par le CEP validant ce droit.

Le CEP est donc invité à exercer le droit que lui confère la Constitution et la Loi de trancher équitablement dans ce conflit post électoral. Il s'agit, selon les manifestants, d'épargner au pays une crise politique extrêmement grave qui pourrait déboucher sur un « déchoukaj généralisé ».

Arborant des pancartes hostiles à Jovenel Moïse et aux CEP, bande à pied et soliste mobilisés, et l'atmosphère surchauffée, le personnel de l'organisme électoral a dû faire appel aux forces de l'ordre (CIMO) afin de sécuriser le périmètre du CEP.

Par ailleurs, déclarant l'ère de la dictature « révolue », ils pensent que les projets de l'apprenti dictateur qu'est Jovenel Moïse est déjà voué à l'échec. S'insurgeant contre l'intention du chef de l'Etat de diriger par décret, un des protestataires a déclaré, en colère : « Se pra l lagé e n ap mache pran yo ».

Rappelons que, bientôt un mois depuis que Jovenel Moïse a lâché son fameux tweet, « la caducité du Parlement constatée », il n'a toujours pas franchi l'étape légale et constitutionnelle pour entériner cette décision : la publication d'un décret dans *Le Moniteur* à ce sujet. Pourtant, il n'a perdu une seule minute à remplir ces formalités dans le cas de Claudy Gassant.

Tout compte fait, dans le dossier des sénateurs, Jovenel Moïse persiste à gesticuler. D'aucuns diraient qu'il continue à faire des « mouvements nuls ». Car il ne peut pas encore se donner les moyens de sa politique.

BRAS DE FER PRÉSIDENT-SENAT DE LA REPUBLIQUE

Jovenel Moïse peine à trouver une issue

Suite de la page 4

mécontentements.

Il semble que Nèg Bannann compte sur le Conseil électoral provisoire (CEP) de Léopold Berlangier pour réussir sa forfaiture. Mais il craint que, sous les pressions de la rue, des militants et des secteurs démocratiques ce dernier n'hésite à accéder à sa demande consistant à revenir sur la décision originale du scrutin de 2016 déclarant élus pour quatre ans les neuf sénateurs qu'il imagine pouvoir éjecter du Grand Corps.

Dans cette perspective, Moïse s'insurge contre Berlangier déclarant ne pas croire que le président du CEP soit « bête » au point de faire marche-arrière par rapport à la logique de sa politique contre les sénateurs. Cela voudrait dire qu'il aurait changé

tion consistant à recevoir une enveloppe de pots de vin d'une valeur de USD 1,8 millions pour être distribués entre lui et 8 conseillers électoraux, 3 autres ayant refusé de participer à un tel crime.

A titre de menace contre Berlangier, dans un tel contexte, il brandit l'épouvantail de renoncer à le nommer membre du Conseil électoral permanent, une promesse qu'il semble lui avoir faite auparavant.

Dans les milieux politiques, à la capitale, on affirme qu'un « débat houleux » serait en cours, présentement, au sein du CEP. Des conseillers raisonnent qu'il serait indécent, voire même dangereux, de revenir sur les décisions qui ont été prises formellement, par rapport aux résultats « certifiés » et « reconnus » par la communauté internationale. Ils

les observateurs des élections de 2016 ne sont pas indifférents à ce que le président est en train de faire. D'ailleurs, auraient argué des membres du CEP, tous les articles de journaux et documents officiels relatifs à ce scrutin font état du « renouvellement du tiers du Sénat » à la faveur des prochaines élections, celles qui auraient dû avoir lieu en novembre 2019.

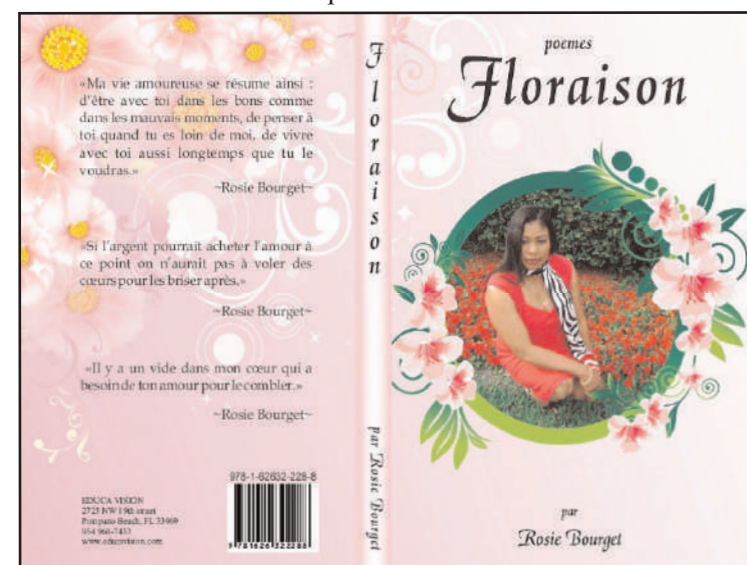
Les conseillers électoraux, qui refusent d'abonder dans la logique des pots de vin offerts par la présidence, ont rappelé que la Loi électorale rédigée, qui devait conditionner les élections, qui auraient dû se tenir en novembre 2019, fait également mention du « renouvellement du tiers du Sénat ».

En tout cas, il semble que les conseillers électoraux, qui repoussent l'idée de faire marche-

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1^{ère} femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » ».

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et

d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :



Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes, de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

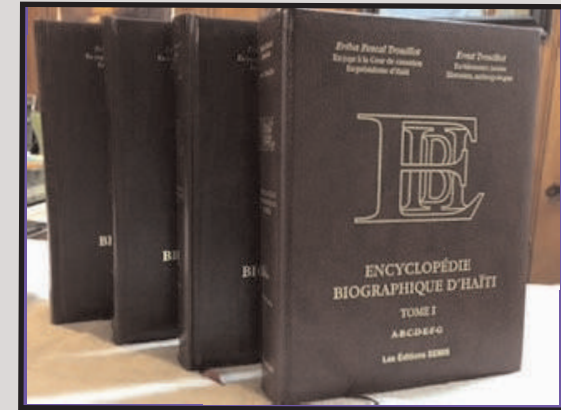
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Com-

me le soutient le préfacier du 3^{ème} tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d'Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOME 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : « ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses : a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, NY 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique JACQUES VIAU du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une AMBULANCE

EQUIPEE et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.



Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.

Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Sa w plante se sa w rekòlte

Kwake pawòl sa a se pawòl Levanjil, mounn pa bezwen suiv pawòl Levanjil pou yo dakò ak pawòl la. Amwens ke se mounn ki pa janm wè kote yo fè jaden. Se nòm al si youn mounn plante mayi, se mayi ki pral boujonnen, grandi epi bay bèl zepi mayi ke w ka manje vèt boukannen, osnon bouyi ak bon gou ti sèl. Dòdinè, mounn yo kite mayi a rèk, yo seche l epi moulen l pou yo fè bon mayi moulen ak pwa sòs pou manje ak zaboka. Osnon yo fè farin byen fin avè l pou bon jan labouyi mayi. Alò, kijan pou youn mounn ki fin plante mayi konprann li pral rekòlte diri osnon pitimi !

Pawòl sa a enpòtan ann Ayiti nan moman sa a, sitou lè nou wè kijan ensekirite blayi kò l anndan peyi a. Touye mounn se bagay ki pi alamòd ann Ayiti, sitou nan gwo vil yo, Pòtoprens an premye. Pa gen youn jou k pase pou n pa tande yo blayi entèl. Gen youn krim ki sot fèt semèn pase a ki vrèman twoublan. Yo touye ni papa ni pitit pandan papa a sot chache l lekòl. Sa rive jedi aprè-midi, 23 janvyè a, vè senk-è, bò simityè Kwa dè Boukè a (Croix des Bouquets). Se youn ansyen polisye ki rele Godi (Gaudy) Salomon ak pitit fi l, Alis Klara (Alice Clara) Salomon, ki te gen 13 zan sèlman. Menm lè a gen youn notè piblik ki t ap pase, yo tou vide l atè tou. Epi le landmen, yo jwenn kadav youn jennonm ki ka gen 22 zan konsa nan youn lòt zòn, toujou nan Kwa dè Boukè.

Mwen ban nou egzanp Kwa dè Boukè a paske li montre kijan mounn tout laj, youn ti fi 13 zan, youn jennonm ki ka nan 22 zan e 2 pèsonaj ki ka nan 40 an ou plis, men tout pèdi lavi yo fap-fap. Epi otorite Lapolis panko ka bay okenn espikasyon. San dout, yo konnen kilès k ap fè zak sa yo, men yo di, prekosyon pa kapon, yo oblije pridan pou lavi pa yo tou. Selon tout enfòmasyon k ap vin jwenn nou sou sityasyon Ayiti a, gang ak bandi yo gen pi bon zam pase Lapolis. E se gwo otorite ki patron youn bann ladan yo. Yo te kòmanse bonnè lè PHTK te pran pouvwa nan lane 2011. **Y ap rekòlte sa yo te plante.**

Sa m di de Kwa-dè-Boukè a pa anyen devan sa k ap pase nan zòn Matisan, prèske nan Pòtay

Leogàn, la a nan Pòtoprens. Se chak jou gang nan zòn sa a rete kasyon k ap sot nan Sid, Sidès, Grandans ak nan Nip, devalize tout mounn epi touye sa k nan lide yo. Okontrè, mounn nan 4 depatman sa yo ap tann pou sityasyon an vin pi klè anvan yo pran chans al Pòtoprens. Yo menm jan ak prezidan Jovnèl Moyiz ki nan prizon Pòtoprens, li pa ka deplase al nenpòt kote l vle. Enben sitwayen yo oblije rete nan pwòp depatman yo. **Sa w plante se sa w rekòlte !**

Men kou Blan an foute bouch nan kesyon an, la tou prezidan Jovnèl deside fò l fè youn jès. Kisa Blan an te di menm ? Se youn Ameriken yo rele *John Barza*, ki responsab pwogram USAID pou tout Lamerik Latin nan ak rejyon Karayib la. Pandan msye te ann Ayiti semèn pase anwo, apre prezidan an te fin deklare l ap gouvènen pa dekrè, san okipe pèsonn, nan dat 14 janvyè, Mesye Barza te fè youn deklarasyon ki te fè zòt tranble. Men sa *John Barza* te di : « *Toutotan pa gen youn antant politik, e toutotan kondisyon sekirite a pa amelyore, pèp ayisyen an p ap ka jwenn tout avantaj pou li ta jwenn nan pwogram USAID yo* ».

Menm lè Siris Sibè (Cyrus Sibert), gran defansè JoMo, gen tan di sa pa anyen, se pa tout èd USAID a y ap koupe, Ayisyen te pran pase JoMo nan betiz. Toupatou w te pase, se youn sèl pawòl ki te nan bouch yo, ann Ayiti menm jan ak nan dyaspora : « **Le Blanc a parlé !** » Epi tout mounn t ap tann pou wè si JoMo te tande sa patron an te di.

Enben, sanble msye te tande Blan an. Se konsa, le 20 janvyè, prezidan an lage youn *tweet* sou Entènèt la. Men li : « *M ap mande prese-prese pou branch Konsèy Polis nasyonal siperyè a (CSPN an franse) prepare youn plan pou ansanm avèk tout tribinal nan peyi a, pou yo pran bon jan aksyon pou fè ensekirite sa a sispann, pou yo fini ak bandi, epi pou gen respè pou lawa. Se tout nasyon an ki pèdi pasyans, k ap tann bon jan rezilta* ». Jovnèl Moyiz k ap pale, osnon se radote l ap radote ? Li bliye ki sa yo te plante ? Ti bandi, ti gang ki vin tounen gwo baka ki ka manje yo tou ! **Sa w plante se sa w rekòlte.**

Se pa ni ayè, ni jodi, ke otorite moral nan peyi a e menm ansyen chèf Lapolis la te mande pou Leta derasinen gang ak bandi yo ! Epi Jovnèl Moyiz pa t janm di anyen, ni tou li pa t janm fè anyen kont ansasen yo. Fòk nou konprann ke gwo chèf siperyè yo a deja di se « *Bandi legal* » yo ye, tankou li menm. Epi se ak anpil fyète li di sa. Donk, Jovnèl Moyiz pa ka vin fè enpètinans al manyen gang ak bandi yo. Okontrè, li rantrè nan relijyon an tou.

Wi, mezanmi, se depi kèk mwa n ap suiv kesyon ensekirite ofisyèl sa a k ap fini ak peyi a. M ap raple nou kijan gen gwo pèsonalite ki te rale zòrèy prezidan an ak tout asosye l yo. Jan pawòl franse a di : « *Les paroles s'en vont, mais les écritures restent* ». Se pou sa m ap vini ak pawòl Evèk katolik ann Ayiti yo te met deyò nan dat 28 septanm 2018 la. Yo te ekri : « *Message de la Commission épiscopale d'Haïti* » e se 13 Evèk, menm sa yo ki gen grad « *Auxiliaire* », kivedi yo retirete, ki te siyen Mesaj la. Yo te deklare ke peyi a ap depafini, paske se kòripsyon ak enpinite ki gen lavwa o chapit. Laplipa mounn konn kòripsyon, men enpinite a se marasa ak li. Paske se enpinite a ki fè pèsonn pa ka reprimann yo, osnon mennen yo lajistis. Kòm si lè y ap pale de tèt yo, yo di : « *Nou chéf nan tout kò nou, nou fè sa n vle ! Sa k pa kontan, anbakè !* »

Enben gen chèf moral, ki pa gen otorite paske yo konte sou gwo zam fann fwa. Yo gen pou- vwa spirityèl. Se poutèt sa yo pa pè. Kòm se sou kesyon sekirite n ap diskite, mwen pral ban nou sa Evèk yo te di sou kesyon an, nan dat 28 septanm 2018 la, 20 mwa apre Jovnèl Moyiz te prete sèman le 7 fevriye 2017. Kivedi, prezidan an te gen kont tan devan l pou l te pran desizyon pou demantle gang yo, epi debarase peyi a de tout bandi yo. Kionk, sa Evèk yo te siyen an te vize prezidan Moyiz ak tout lòt asoye l yo nan fè krim. M ap bay li an franse jan li te parèt la, e se seksyon Mesaj la k ap pale de bandi sèlman ke m ap bay.

Men li : « *Quant aux gang armés, qui sont protégés et approvisionnés par des sponsors de tout acabit, ils projettent une image vile et repoussante sur l'écran social. Forts de leurs armes, ils piétinent effrontément la loi, ils annulent sans vergogne les droits imprescriptibles des citoyens à qui ils enlèvent la liberté de circuler chez eux. Ils entravent la sécurité du pays et le conduisent vers le chemin de l'anarchie* ».

« *À leurs sponsors, nous rappelons que la violence mène à la ruine et de la victime et de son auteur (cf. Genèse 4, 10). À vous qui commettez les actes de violence contre vos frères et sœurs, nous vous rappelons le commandement de Dieu : ' Tu ne tueras point (Ex. 20,13)' . Il demandera compte du sang de chacun de vous* ». (Genèse 9, 5).

« *Tout profit résultant de la violence porte malheur. Comme fils aimés de Dieu, vous devez chercher le vrai bonheur là où Dieu veut que vous le trouviez, c'est-à-dire dans le respect de la sacralité de la vie et dans le travail digne et honnête (cf. Genèse 3, 19).*

« *Aux autorités de l'État, gérantes de la protection et de la sécurité de chaque citoyen, nous recommandons un engagement effectif et implacable dans la*

lutte contre la violence aveugle imposé par les gangs armés ». (Phrases en gras soulignées par nous).

Mwen pa kwè m bezwen eksplike plis pase sa, paske Evèk yo montre tout bagay byen klè, yo di kilès ki vrèman chèf ansasen yo k ap simaye lanmò ak tristès nan peyi a. Se otorite nan Leta, ki pa fè travay yo touche pou yo fè : Pwoteje pèp la. Okontrè, yo penmèt bandi ak gang yo jwenn tou sa yo bezwen pou ansasinen sitwayen peyi a.

Imagine nou, lè Evèk yo te mete mesaj sa a deyò, masak Lasalin nan pat ko fèt. Se jouk ant 13 ak 17 novanm 2018 ansasen ki t ap travay pou gouvènman yo te fiziye, rache ak kout kout, kout manchèt plis pase 70 kreyen vivan epi voye kadav yo jete sou pil fatra. Te gen fanm, gran mounn sou baton ak timounn piti pami viktim yo. Kwake òganizasyon dwa mounn nan peyi a, tankou *Fondasyon je klere (FKL)* ak *Rezo nasyonal dwa mounn (RNDDH an franse)* te gen tan bay enfòmasyon pou di se youn zak Leta, gen mounn ki pa t vle kwè.

Pi devan yo te vin jwenn ke se otorite ki t ap travay pou prezidan Moyiz ki te anchaj gang ki te fè masak la. Men sa te pran tout youn lane pou gouvènman an te wete ansasen sa yo nan jòb ofisyèl yo. Men okenn jijman pa janm fèt. Asireman mesye yo toujou ap touche anba tab. E sa k fè prezidan an te pran desizyon sa a se paske sekretè jeneral Nasyon Zini te foute bouch nan koze a. **Le Blanc avait parlé !**

Imagine nou tou ke prezidan an pa t janm voye youn ti pawòl kondolemans bay fanmi ki te pèdi mounn yo nan masak Lasalin nan, ni pou pèsonn ki peri nan lòt masak yo. Omwens, li sensè ak pwòp tèt li. Kòm se li menm ki te voye touye malere yo, li pa ka nan ipokrizi al prezante kondolemans bay pèsonn.

Antouka, menm chèf Lapolis, lè sa a, Jan Mikael Jedeon (Jean Michael Gédon), pa t ka rete an silans lè 2 polisye te tonbe anba zam bandi yo. Nan dat 12 desanm 2018, nan *Grenn Pwonmennen*, ki te parèt nan jounal la, nou te bay anpil detay sou diskou chèf Polis la te fè nan lantèman 2 polisye ke bandi te fiziye epi boule byen klè pou tout mounn konprann. Prezidan an pa t vin nan lantèman an, ni tou li pa t voye okenn reprezantan laprezidans, tankou lòt òganizasyon Leta yo te fè, menm Primati a.

M ap ban nou kèk paragaf nan diskou sa a, ak youn ti franse pou kòmanse, men an bon kreyòl, kote chèf Jedeon te salye tout òganizasyon ki te prezan yo, san l pa di youn mo pou laprezidans. Li kòmanse konsa : « *L'heure est très grave !!! Mounn pran plezi touye mounn. Bandi touye mounn, y ap fè video, y ap fè foto pou yo fè sikile sou WhatsApp, Facebook epi tout lòt rezo sosyo yo. ... Nou tout lèd ! Mwen byen di, nou tout trè lèd ! E nou fè peyi a parèt lèd tou ! San nou pa rann nou kont, nou fè bandi yo santi ke se Super Star yo ye. Nou ba yo mikwo.*

« *... Kote bandi yo jwenn zam sa yo ? Ki mounn ki ba yo zam ? Kote yo jwenn bal ? Èske yo te ka gen zam, bal, si yo pa t nan konfyolo ak lòt mounn ? Pouki sa lè m arete yo, lè m sezi zam yo, se Nèg gwo levit ki debake nan komisarya a vin lage yo e vin pran zam sa yo nan men nou ? M*

ap kòde, men gen mounn k ap dekòde ! »

Se pa sa ase l te di. Men pou sa ki konsène nou ak istwa sa a, li di ase pou nou konprann ke se gwo otorite ki te anpeche l fè travay li jan sa dwa. Mounn ki vle konprann va konprann de ki mounn l ap pale. Asireman, mesaj la te rive jwenn prezidan Jovnèl Moyiz epi li te deside rann travay chèf Jedeon pi difisil toujou. Se apre sa nou pral konnen ke Anèl Jozèf (Arnel Joseph) te nan gwo konfyolo avèk senatè Grasya (Gracia) Delva, ki konn fè l pale ak prezidan sa k la a epi lòt prezidan ki chèf sa k la a ! Anpil lòt non vin soti, epi yo gen tan touye plizyè chèf gang pou fèmèm bouch yo. Menm gen youn enspektè Polis, *Faveur Désir*, ki t ap travay ak gang yo epi ki te sèvi kòm kontak ak Palè.

Selon tou sa nou konnen e menm sa nou pa konnen, li klè tankou dlo kokoye ke se rejim *Tèt Kale* a ki lakòz tout gang ak bandi ki blayi nan peyi a. Se sa yo t ap simen depi yo te kòmanse nan lane 2011. Kounnye a peyi a ap rekòlte tout klas vye bagay : kadejak sou jenn fanm e menm fanm aje, baton, kout kouto ak kout manchèt, epi kout fizi anvan yo lage kadav yo sou pil fatra.

Pa gen dout nan sa ke se Michèl Mateli ki sèvi koneksyon pou zam ak minisyon ki soti Vyetnam vin Ayiti; ke se atavè konpayi telefòn *Natcom* ke tout tranzaksyon fèt. Epi *Natcom* se youn sikisal *Viettel Global*, ki limenm li sou kontwòl Depatman Defans peyi Vyetnam. Gwo koneksyon, papa, Mateli mennen militè Vyetnamyen anba vant Ameriken yo. Toujou selon enfòmasyon anndan kay, gen plis pase 70 gang ki etabli ann Ayiti sou kontwòl mounn Mateli yo. E pawòl la gen tan deyò, kandida ki gen kontwòl gang yo deja prezidan !

Kijan y ap pale de eleksyon prese-prese ann Ayiti avèk tout bandi sa yo ki lakòz ensekirite blayi toupatou nan peyi a. Sanble mesye-dam ki anchaj politik ameriken pou Ayiti a pran nan pyèj ke Ayiti se youn demokrasi e ke tout bagay pral regle ak eleksyon. *Mike Pompeo*, sekretè Deta ameriken an, chèf inistè Afè etranje nan peyi Eta-Zini, mande pou gouvènman bandi JoMo a bay dat eleksyon prese-prese. Tandiske *John Barza*, ofisyèl USAID a, di fòk gen antant politik ak bon jan sekirite pou eleksyon ka fèt ann Ayiti.

Èske eleksyon posib ak gouvènman bandi sa a ki opouvwa e k ap prepare ak bann gangstè k ap travay pou Michèl Mateli yo pou l tounen opouvwa ? Se nan tan rekòt yo ye, nou pa ka kwè vrèman ke yo pral derasinen sa yo te deja plante. Pi gwo travay ki pou fèt ann Ayiti kounnye a se kraze tout gang. E lè Jovnèl Moyiz di li mande pou CSPN prepare youn plan ansanm ak tout tribinal nan peyi a pou fini ak ensekirite, se bon jan manti l ap bay. Menm jan li toujou bay lè l fè youn bann pwomès ki pa janm akonpli. Antouka, nou pa kwè Jovnèl Moyiz pral siye branch bwa li chita sou li a.

Pou lapè tounen ann Ayiti, fòk chèf bandi an kachèt yo ak tout gang k ap sikile ouvèman sou mounn vin jwenn sa yo merite: Bon jan dechoukay ! Fòk yo rache manyòk yo, bay tè a blanch ! Epi nou di : « **Pi bonnè se granm maten !** »

Grenn Pwonmennen, 29 janvyè 2020

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

HAPPENINGS!

Continued from page 1

dum to change it. Only an act of Parliament can amend the fundamental law of the land. Concerning his promised elections, one would like to know whether they'd take place before or after enacting the new Constitution.

First, President Moïse faces



Rodneyse Bichotte in center and to her left Annette Robinson, formerly representing the 56 NY Assembly District, and her predecessor Frank Seddio.

criticism and lawsuits for his arbitrary decision to shorten, by two years, the mandates of one-third of the 30-member Senate. He

ce. Indeed, 20 Senators, especially some of the most controversial as far as President Moïse is concerned, could serve as deterrent to presidential overreach. Arrogating the authority of dismissing the mandates of 10 Senators, Mr. Moïse reduces the Senate to only 10 members, minus Senator Guy Philippe, who is purging a 9-year

those elections will be held, there'll be a duly elected government. We won't have to be concerned about ruling by decree."

By the way, Mr. Pompeo didn't specify what elections he means. However, any election held now under the PHTK ("Bald Headed Party"), named after its founder Michel Martelly, will have no credibility. For one, the government arbitrarily introduced a new national identity card, the result of an under-the-table deal with a German firm called Dermalog. Other than the corrupt and illegal deal, there's the practical aspect of exchanging all current identity cards for the new one. It probably would take years to process. Imagine changing all Social Security cards for the citizens of the United States!

While Secretary Pompeo worries about the elections that haven't been held, John Barza, the U.S. official responsible for USAID support to Latin America and the Caribbean, has his own take on what needs to happen in Haiti for the country to be eligible for USAID help. In a tweet in French, Creole and English, which appeared January 14, on the internet site of the U.S. Embassy in Port-au-Prince, Mr. Barza stated: "Until there is a political accord and an improved security situation, Haitians won't get the full benefit of @USAID programs." He went on to add, "Haiti's political stakeholders hold the key to Haiti's future. They must act now."

Considering that the large majority of Haitians have called for President Moïse's resignation—and for cause—it's doubtful that he will attract citizens from a broad cross section to join him in a "unity government." His constant call for "dialogue," supported by the international community, has fallen so far on deaf ears. Neither the Organization of American States (OAS) nor the United Nations (UN) has succeeded in getting the opposition to bend somewhat and accept to cohabit with a president who was indicted for money laundering before he was elected and who, soon after his swearing-in, fired the head of UCREF, the State organization which carried out the investigation on him. Eventually, his rubber-stamp Justice Department cleared him of all wrongdoings.

How does the international community dare to dismiss the report of Haiti's State Auditors which, last May, targeted the president in a "scheme" to rob from the \$4.2 billion PetroCaribe Fund, while he presided Agritrans, his banana firm, and used a fake one (Betexs), having the same staff and the same fiscal code, he got the same payment twice for the

same job? And while in office, last year, President Moïse managed to get a loan of \$100 million from the State's Banque de la République d'Haiti, at one per-



Claudy Gassant fired unexpectedly by Jovenel Moïse.

cent interest (1%), for his financial outfit SOFIDAI which, in turn, would make loans, at 10%, to peasants involved in agriculture. Those who support Jovenel



Haiti's Minister of Foreign Affairs Bocchit Edmond.

Moïse to continue his depredations, despite his blatant acts of thievery certainly are his accomplices.

***Claudy Gassant has been dismissed as head of ULCC, the State's anti-corruption agency, a post to which he was named by the Haitian president on December 4, 2019**

Last week, in the "Nouvelles Brèves" section, on page 16 of the paper, we wondered, "what side will the all-powerful President Jovenel Moïse support?"

We did not have to wait long for an answer, because the same Wednesday, January 22, President Moïse issued a special issue of *Le Moniteur*, the official State gazette, to announce, "The citizen Rckfeller Vincent has been named General Director of the ULCC." The name of Claudy Gassant appears nowhere, not even to say that Mr. Vincent replaces him. It should be noted that the president either remembers or was prodded to do away with Mr. Gassant officially, not by tweet, as he said, "acknowledging the end of Parliament's mandate."

As was reported in last week's issue, on Friday, January 17, Kerby Alcantara Désormeaux, having his Dominican

nationality card and carrying at least two Haitian diplomatic passports under different names—he's also Claudy Alcantara Désormeaux—, was arrested by immigration agents at the Port-au-Prince international airport while landing from the Dominican Republic, on orders of the anti-corruption tsar Claudy Gassant. While the Friday arrest didn't make the news, his release Monday night (January 20) was the major news item on Tuesday (January 21) on all social networks and in the regular press—on radio, television and newspapers.

The office of Jacques Lafontant, the interim attorney general of Port-au-Prince, had ordered the release of Kerby Alcantara. In so doing, Lafontant renewed with what he had done last December 30 when ULCC Director General Gassant had ordered Alcantara/Alcantara jailed. Because the latter had failed, to respond to questions about his multiple identifications and for conducting business from the Embassy, some of which is thought to be of an illicit nature.

In December, Mr. Lafontant acted more quickly. Alcantara/Alcantara hadn't been jailed two hours that Jacques Lafontant ordered his release. Considering the two actions—arrest and release—within less than three weeks, it's to be figured that President Moïse, who wears various hats—especially executive and judiciary—, has leaned in favor of the side with which he's more in tune. The proverb does say, "Birds of a feather fly together."

Based on internal information from the Haitian Embassy in Santo Domingo, Alcantara/Alcantara is said to have had business dealings with Judith Exavier. That's the former head of the Haitian Consulate in Santiago, who was held last December by units of the Dominican border police with a vehicle listed under the name of an associate of Cesar Emilio Peralta Adamez, nicknamed in Spanish Cesar *El Abusador* (the Abuser) and also the Dominican Pablo Escobar, the late Colombian drug lord that founded the infamous Medellín Cartel.

Interestingly, two days after Kerby Alcantara/Alcantara Désormeaux was released from jail, a letter to Judith Exavier from Haiti's Ministry of Foreign Affairs appeared on WhatsApp, signed by the interim Foreign Minister as well as by the interim Prime Minister, stating that she's been relieved from her post as head of the Santiago Consulate. By the way, diplomatic passports are issued by the Foreign Office. Would it be that Minister Bocchit Edmond issued those passports to Alcantara/Alcantara? If not, who did?

Stay tuned for future developments because all the chickens seem to be coming home to roost!

RAJ, January 29, 2020

resorted to that ploy especially because he wanted to have a dysfunctional Upper Chamber to go along with a non-existent Lower House, the mandates of its 118 members having elapsed after midnight last January 12. The expiration of the mandates of all Lower House members and one third of the Senate happened because elections for renewing their mandates were not held in October 2019, as constitutionally mandated, due in part to the turmoil in the country.

Constitutionally, the Senate would still be functional with two-thirds of its members in pla-

With the Senate situation in limbo, Jovenel Moïse is illegally using power to do as he pleases. That's why, after meeting with Haitian Foreign Minister Bocchit Edmond, in Jamaica, last Thursday (January 23); Secretary of State Mike Pompeo said the Haitian government should have a firm date for the elections. According to a statement on the site of the American Embassy in Port-au-Prince, Mr. Pompeo is quoted as saying the following: "We think the Haitian government has the capacity and the capability and the lawful right to do that [the elections]. Once

necessarily, but certainly she will bring new blood into the party.

This is not the only "first" for Ms. Bichotte, who was the first Haitian-American to be elected to the New York Assembly in

2014, running in a four-person's race, including two men of Caribbean heritage and a Haitian sister. She managed to get 50% of the vote. In all other races since, she's won the primaries by

75% and the general elections by 90%.

In this last race for leader of Kings County Democrats, she

Continued to page 14

Haitian American Rodneyse Bichotte becomes chair of the Brooklyn Democratic Party

Brooklyn, N.Y. On Monday, January 20, Rodneyse Bichotte made history when she became the first Black woman, of Haitian ancestry also, to be elected chair of the Brooklyn Democratic

Party. She assumes her post following the resignation of Frank Seddio, known as "The Boss" who was in charge of the party for the past eight years. Will she be called "Madame Boss?" Not

BEST CARE UNISEX BEAUTY SALON INC.



SPECIALIZING IN
COLORING
RELAXERS
JERRY CURLS
HAIR EXTENSIONS

All nations styles Serving NY, NJ, CT, PA and other States

WE SPEAK ENGLISH • HABLAMOS ESPAÑOL
NOUS PARLONS FRANÇAIS • NOU PALE KREYOL

FOR APPOINTMENT CALL:
[718] 740-4523
MOBILE PHONE: 516.859.4106

ADDRESS: 190-30 (BET. 190 AND 191 STREETS) JAMAICA AVE. HOLLIS, QUEENS, NY

**SI
PWOPRIYETÈ
KAY OU A DI:**

Mwen bezwen twa
mwa depo sekirite
anvan ou antre nan
kay la.

W ap lwe nan New York?
Nouvo lwa yo kore lokatè yo opri ranfòse
relasyon lokatè-pwopriyete yo. Aprann
plis nan nyc.gov/tenantprotection.
#RentersRights (#DwaLokatèyo)

**DI YO
LALWA
A DI:**

Depo sekirite yo
ka montan lwaye
yon mwa sèlman.

NYC
Mayor's Office to
Protect Tenants
Bill de Blasio
Majistra



**“MWEN TE FÈ
L JWENN YON
IDNYC POU
EKSPLORE
LEMONN LIV YO.”**





**Mouvè
Model Kati**

Pou laj 18 zan ak plis, IDNYC a se kle w pou ale nan bibliyotek yo nan chak minisipalite. Kat la gratis epi konfidansyèl, se kat idantite Vil Nouyòk la.
Mande youn nan nyc.gov/idnyc oswa rele 311 epi di 'IDNYC.'

Enskri pou asirans sante bon mache oswa gratis jodiya!

Peryòd Enskripsyon Lib Chak Ane a se ant 1ye novanm 2019 ak 31 Janvyè 2020.

GetCoveredNYC se pwogram sansibilizasyon ak enskripsyon asirans sante ofisye Vil New York la. Jwenn èd fas-a-fas nan lang ou pou jwenn èd pou twouve ak enskri nan pwoteksyon ki apwopriye pou ou a!

Rele 311
Ale sou sitwèb
nyc.gov/GetCoveredNYC



GetCoveredNYC

 Ou pa kalifye pou asirans? NYC Care disponib nan Brox. Rele 311.

NYC

ÉDITORIAL



Pas d'élections avec Jovenel Moïse au Palais national, le verdict du peuple haïtien doit tenir

Par l'entremise de son ministre des Affaires étrangères, Bocchit Edmond, Jovenel Moïse a fait une promesse solennelle au chef du Département d'État américain, Mike Pompeo, d'organiser des élections. Dans l'esprit de ce dernier, cela permettra de cesser de « nous préoccuper de la gouvernance par décret ». Ainsi semble-t-il ignorer la position exprimée par le peuple haïtien qui s'est mobilisé par millions dans les rues de la République pour exiger « la démission immédiate et sans condition » du président décrié. Ce verdict est incontournable, ceux qui persistent à demander à l'opposition démocratique d'entrer en négociations avec lui, en vue de former un « gouvernement de consensus », quels qu'ils soient, ne font que fouler aux pieds les revendications de la majorité des citoyens haïtiens.

La politique de l'administration Trump envers le régime *Tèt Kale* prouve avec éloquence que Washington n'a cure des maux causés à notre pays par les crimes et la mauvaise gouvernance de Jovenel Moïse. Cela veut dire que, dans notre lutte pour le changement, nous avons l'obligation de porter nos espoirs ailleurs. Car il est impossible de compter sur des pays qui se présentent comme des « amis d'Haïti », pendant qu'ils s'acoquinent avec les massacreurs de nos jeunes, les violateurs de nos droits et les pilliers de nos ressources. D'aucuns se demandent s'il ne faut pas donner raison à ceux qui critiquent sans appel la politique américaine, en tout cas celle mise en place par rapport à notre pays, qualifiée d'« immoral ». Car les faits de corruption accumulés par le régime PHTK première version, et poursuivis sans désemparer par celui-ci, s'étalent avec éloquence au grand jour. Les patriotes haïtiens, qui croient défendre féroce-ment la démocratie en luttant implacablement pour chasser Moïse du pouvoir, doivent compter sur leurs propres forces et ressources, désormais convaincus que les amis de leur adversaire (Jovenel Moïse) sont des ennemis.

Si des États qui bercent le peuple haïtien d'illusion, par rapport à leur version de la démocratie, continuent d'appuyer les femmes et hommes qui dirigent Haïti, sous prétexte d'ignorer les grands méfaits qu'ils commettent, il serait alors opportun d'éclairer leur lanterne. Puisque, quoiqu'on puisse dire et faire, le secrétaire d'État américain ne saurait demander au peuple haïtien d'accepter d'aller aux élections sous la direction d'un président de l'acabit de Jovenel Moïse.

Afin que personne n'en prétende ignorance, mettons le président haïtien sous le projecteur, histoire de permettre aux uns et aux autres de le connaître sous son vrai jour, si nécessaire. Commençons avec la vaste conspiration qu'il se propose de concocter avec la proclamation de la tenue des élections conseillées par le secrétaire d'État Mike Pompeo. Une décision qui risque de déclencher une nouvelle vague d'émeutes et de révoltes, le peuple haïtien n'étant pas disposé à laisser passer cette conspiration empreinte de corrup-

tion, la énième attribuée à la présidence haïtienne.

Jovenel Moïse a monté une opération par laquelle, en prévision des prochaines joutes électorales, il a octroyé un contrat à une firme étrangère, en violation des normes établies. Cette décision est suivie d'une autre par laquelle un premier paiement est effectué au profit de celle-ci, au mépris du rejet de ce contrat par la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA) exerçant ses attributions constitutionnelles de contrôle. Sa précipitation à verser un acompte de plus de USD 20 millions \$ à la compagnie allemande Dermalog s'est justifiée par le fait de vouloir faire bénéficier d'un juteux pot de vin à la première dame. Entre le président Moïse et son épouse, plusieurs opérations du même genre ont été menées, durant les 35 mois qu'il a passé au pouvoir. Les détournements de fonds publics constituent une pratique courante sous les régimes *Tèt Kale*, mais davantage encore sous celui dirigé par Jovenel Moïse. La présidence est dénoncée à plusieurs reprises de mener une opération de surfacturation portant sur des millions de dollars, au détriment des départements ministériels. Ou encore en détournant à des fins personnelles la plus grande partie des fonds destinés au financement des programmes sociaux de la première dame.

Déjà en rébellion contre Jovenel Moïse, dont il demande la démission, à cor et à cri, pour les nombreux actes de détournement de fonds publics qu'il a commis, en sus des massacres et autres crimes retentissants, le peuple mécontent n'entend pas en subir un autre. Aussi se prépare-t-il à se mobiliser, comme un seul homme, pour empêcher que soient tenues les prochaines élections, sous la houlette de ce président. Surtout que, dans la tradition PHTKiste, les résultats des joutes électorales sont connus d'avance. Les citoyens vont afficher leur opposition à ces exercices avec d'autant plus d'acharnement qu'ils se méfient des Américains dont le préjugé favorable envers le pouvoir s'est toujours révélé dans le passé. Les Haïtiens ont encore en mémoire la manière dont Michel Martelly leur a été enfoncé dans la gorge par le Département d'État d'Hillary Clinton, exigeant de diriger les résultats de ces joutes en faveur du chanteur de compas. D'ores et déjà ils se dressent sur leurs ergots, face à l'exhortation du secrétaire d'État Pompeo, s'imaginant que la même recette qu'avait offerte le secrétaire d'État Clinton sera de nouveau servie à notre pays.

L'unique souci de Jovenel Moïse consiste à jongler avec les décisions et les événements afin de pouvoir boucler son mandat, en sus de se donner l'opportunité de désigner son successeur, à l'instar de Michel Martelly. Une stratégie, croit-il, qui éloignera de lui les multiples poursuites judiciaires auxquelles il sera confronté pour les crimes de toutes sortes qu'il a commis au pouvoir, une fois éjecté du Palais national.

Le peuple haïtien doit doubler d'effort pour se défaire de Jovenel Moïse, en se mobilisant rageusement contre le

scrutin sur lequel le Département d'État mise pour le succès de sa politique haïtienne. Car il y voit uniquement des avantages inhérents aux intérêts de

PHTK et de Washington. Que ceux qui ont des oreilles pour entendre, entendent : Pas d'élections avec Jovenel Moïse encore logé au Palais national.

HAÏTI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box
356237
Briarwood,
NY 11435-
6235 Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 5^{ème} étage
Port au Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerald Louis Jacques
614 321 6434
12 Haïti CA Canada
12213 Joseph Cassavani
Montreal H3M0C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valtonin
13 K Avenue Faidherbe, 8^{ème} Et. Apt. 44
93310 Le Pré St. Germain France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1^{ère} classe
☐ 48.00 \$ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

☐ 55.00 FF, pour six (6) mois
☐ 100.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1^{ère} classe
☐ \$75.00 US, pour six (6) mois
☐ \$150.00 US, pour un (1) an

EUROPE

☐ 75 EURO\$, pour six (6) mois
☐ 125 EURO\$, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Nom/Name

Company/Compagnie

Address/Adresse

City/ville

State/État

Zip Code/Code Régional

Country/Pays

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.

EDITORIAL



No elections with Jovenel Moïse at the National Palace, the verdict of the Haitian people must stand

Through his Foreign Minister, Bocchit Edmond, Jovenel Moïse made the solemn promise to hold elections to Secretary of State Mike Pompeo. In the latter's mind, this will allow him and the administration to stop "worrying about governance by decree." Thus, he seems to ignore the position expressed by the Haitian people who have mobilized by the millions in the streets Haitian cities to demand "the immediate and unconditional resignation" of the decried president. As far as the Haitian democratic opposition is concerned, this verdict isn't negotiable. How can one expect that after denouncing Jovenel Moïse clearly, these same people will enter in negotiations with him to form a "government of consensus?" Those who push for such a compromise are simply trampling on the desire of the majority of Haitian citizens.

The Trump administration's policy toward the "Bald Headed" regime is eloquent proof that Washington doesn't care about the ills caused to our country by the crimes perpetrated by Jovenel Moïse and his bad governance. This can only mean that in our struggle for change, we must turn elsewhere. It is impossible to count on countries that call themselves "friends of Haiti," while at the same time they're cozying up to the slaughterers of our youth, the violators of our rights and plunderers of our resources.

One wonders whether they're not in the right, those who are strongly critical of US policy toward our country. They even consider "immoral" such a policy that comforts a government in wrongdoing. For the acts of corruption accumulated by the first version of the "Bald Headed" regime are eloquently displayed by the current leadership. Haitian patriots, who are ferociously defending democracy and relentlessly fighting to drive Moïse out of power, must depend on their own determination and resources to attain their goal. For they must realize that the "friends" of their adversary (Jovenel Moïse) are also enemies of the people.

It's a game of delusion that is played against the Haitian people by those who are preaching their version of democracy, while ignoring the misdeeds of the men—and women—that they support in power in Haiti. It's about time that they be enlightened about their double standard. Secretary of State Mike Pompeo cannot expect the Haitian people to agree to participate in elections under the leadership of a decried President Moïse.

So that no one pretends ignorance of matters, we'll direct the spotlight on the Haitian president, revealing him in his true nature. First of all, let's deal with the vast conspiracy of the proposed elections, with the blessing of Secretary of State Pompeo. That risks to trigger a

new wave of riots and revolts. For the Haitian people won't give in to this latest in the series of Jovenel Moïse's corrupt conspiracies.

In anticipation of the elections, Mr. Moïse set up an operation whereby *Dermalog*, a German firm, was awarded a contract, in violation of established norms. Following that, a first payment was made to *Dermalog*, in defiance of the Superior Court of Auditors and Administrative Disputes (CSC/CA) which, exercising its constitutional power of control, had rejected the contract. The haste to make a first payment of more than \$20 million US was justified by the fact that *Dermalog* wanted to give First Lady Martine Moïse something under the table. Call it a bribe. Between President Moïse and his wife, several similar operations have been carried out during the president's 35 months in power. Misappropriation of public funds is a common practice under the "Bald Headed" regime, but even more so under the regime led by Jovenel Moïse. The presidency has been repeatedly denounced for overcharges amounting to millions of dollars in detriment of ministerial departments. He has also been criticized for misappropriating, for personal use, most of the funds intended to finance the social programs of the First Lady.

In rebellion against Jovenel Moïse, the people are clamoring for his resignation because of his many acts of embezzlement of public funds. Disgruntled as they are, the citizens don't intend to suffer another coup from the president. Thus, they are preparing to mobilize all over the country to thwart any election under the leadership of President Moïse. They've wized up about elections under the auspices of a "Bald Headed" administration which traditionally knows in advance the results of the so-called elections.

Unquestionably, the citizens are ready to display their opposition to these games, even more fiercely because they distrust the Americans, whose bias in favor of the "Bald Headed" folks has been shown publicly in the past. Haitians still remember how Michel Martelly was pushed down their throats by Hillary Clinton's State Department demanding that the results of the so-called elections be favorable to the compass singer. Now, the Moïse enthusiasts are on Cloud 9, especially after the exhortation of Secretary of State Pompeo. They imagine that the same recipe offered by former Secretary of State Clinton will be used again for our country.

Jovenel Moïse's only concern is the completion of his 5-year presidential mandate. In that sense he's juggling with decisions and events to that end. In addition, he looks forward to having the opportunity to designate his own successor, following the example of Michel Martelly who chose him. That strategy, he

believes, will protect him from the multiple legal proceedings he will face for all sorts of crimes committed while in power.

As it is, the Haitian people will double their efforts to get rid of Jovenel Moïse by mobilizing angrily against the election on which the

State Department is counting to show success of its Haitian policy. For they only consider the advantages inherent to the "Bald Headed" regime and to Washington. Let those who have ears to hear, hear: No elections with Jovenel Moïse still in the National Palace!

HAITI OBSERVATEUR



Le manke gid, pep la gaye

**Haïti-
Observateur**
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-
2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haïti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faïdherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1 ère classe
☐ 48.00 \$ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1 ère classe
☐ \$73.00 US, pour six (6) mois
☐ \$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE

☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____ State/État _____

Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Johnny Fulgencio, candidat à la mairie, Consuelo, San Pedro de Macoris, RD OU H-O FÊTERA-T-IL SES 49 ANS À CONSUELITO ?

Par Dan Albertini

Entre (), à quand les prochaines élections municipales (Haïti), l'ONU est en échec. Fermons ().

Nous sommes à deux pas du mois de février où le 16 de ce même mois, et à plus de deux pas de la frontière haïtienne, un candidat gagnera les joutes municipales à Consuelo, San Pedro de Macoris, RD. Johnny Fulgencio sera-t-il à nouveau le nouveau *municipio* de cette contrée qui renferme une population haïtienne, et surtout dans le batey de Consuelito, qu'est-ce qui va changer pour la population locale ?

Le candidat dénonçait l'expropriation de citoyen réalisée en faveur de fraternité politique pour un régime agraire facilitant et favorisant les plus riches seulement ? Ses liens étroits avec le candidat des présidentielles (RD), Luis Rodolfo Abinader Corona, en l'occurrence. Cela va-t-il favoriser la reprise des commandes de cette municipalité par le candidat qui accompagnait les citoyens, même en n'étant plus maire de la localité ? Les Haïtiens de la RD connais-

sent-ils cette zone, c'est une histoire qui nous concerne, à H-O.

Haïti-Observateur a déjà publié moult articles sur le sujet Fulgencio/Abinader, certes. Johnny a déjà arrangé une ren-



Johnny Fulgencio en campagne à Consuelo.

contre entre le candidat Abinader et l'édition/journaliste, vers 2018, à la clinique Jacques Viau. Le dossier a évolué depuis et les joutes sont officielles aujour-

d'hui. De février à juin 2020 pour les présidentielles.

H-O n'est pas en terrain inconnu pour plus d'une raison : Léo y a déjà vécu dans sa jeunesse, avec son frère Ray. Il y a aussi la nouveauté J-C Valbrun qui a fait naître l'intérêt bien plus profond et qui nous a fait découvrir le fin fond d'un batey par l'érection d'une clinique (Jacques Viau à Consuelito). Johnny Fulgencio a été celui qui a facilité l'acquisition des titres de propriété et du développement du projet de la clinique médicale pour qui les citoyens de la zone (Haïtiens) trouvaient un espoir de modernisation, de sécurisation de la santé comme acquis. L'État dominicain en a tenu compte dès lors, même avec une certaine nonchalance dans les services offerts. Le voisinage éloigné dans les années huitante m'avait offert tout un panorama de la réalité des Haïtiens à Haina, avec la famille Cuello. Je lance d'ores et déjà l'invitation à tous les amis d'H-O, même à nos critiques : *cap sur Consuelo, en juillet 2021.*

Note de circonstance : les consuelenses fêtent Sainte-Anne

le 26 juillet. Consuelo est un district municipal de 31 mille habitants sur 132 Km². Il y a au sud le batey Atilano, province San de Pedro de Macoris, d'un bord, et non loin, Boca Chica (là où a grandi le fils naturel de Roger

tiques et une visite à Consuelito dans le viseur.

Si certains jurent sur une victoire Fulgencio, le 16 février prochain, je souhaite, de mon côté, la victoire à Johnny Fulgencio. J'ai proposé l'organisa-



Panneau publicitaire de Johnny Fulgencio.

Lafontant, Amos Dubois Cherfils qui a créé SOS-Cri d'enfant à Pignon), à la sortie de Santo Domingo, à l'opposé de San Cristobal. Verrons-nous Abinader ? Le parcours est à la hauteur de l'émotion avec une semaine de conférences théma-

tion de ce voyage organisé à l'occasion du 490^e anniversaire de H-O, à San Pedro de Macoris, afin de préparer et de lancer les festivités du 50^e de H-O, sous la thématique : *liberté d'expression et presse internationale haïtienne !*

Les quatre faces du diable de Lyon ou Preynat protégé de Barbarin

Par Dan Albertin

Entre (), Canada-Québec : quelle belle histoire de politique d'imbéciles par élection, l'ancien premier ministre du Québec, en l'occurrence Jean Charest, n'est pas estimé un homme propre dans un dossier où l'ancienne ministre N Normandeau, ne plaide pas nécessairement non coupable aujourd'hui, mais, de procédure trop longue, là où le délit mineur est enfermé. Jean Charest croit vouloir être PM du Canada : pour quel peuple ? Fermons ().

Preynat coupable, qu'en est-il de Barbarin qui l'a abrité aux frais de ses victimes mineures ?

Pendant longtemps. Imaginons, simulons l'article inédit de la presse musulmane islamiste : **les quatre faces du diable catholique de Lyon, ou Preynat protégé de Barbarin**. Je soutiens, ce n'est pas de l'appropriation, mais une forme d'emprunt de la pensée médiatique d'un de ces pays. D'abord, Salman Rushdie publiera sur le fait avec la même dérision que sur l'Islam dans le temps [NON], il l'aurait déjà fait. Le catho par contre viendra-t-il me faire la... pour offense à sa majesté Preynat-de-Barbarin, comme à l'époque des hérésies, je l'attends avec versets lois. Et, plus si nécessaire le dies est y

répondra dans les règles de l'infini. Je le dis avec insistance, c'est une simulation. Je ne veux défendre *ab absurdo* le silence d'en face pour en faire l'hypothèse déposée. En outre, la guerre serait ouverte, la victime reconfirmée.

La première option de cette presse I serait de voir critiquer vertement et non sans raison, les associations dont les vertus et dominations grandissantes, ne disent mot sur la criminalité du geste de Preynat. Est-ce alors le membre caché ce Barbarin ce Preynat par dieu-Decourtray ?

La deuxième option serait de voir critiquer ouvertement et non sans raison, le gouvernement associé à cette défense par la loi de l'omerta quand il s'agit de s'afficher, c'est la glorification politique et un leadership mesquin, sur le dos de la victime au pluriel.

La troisième option serait de voir réclamer justice pour la victime, par voie de solidarité, mais je ne crois trop en celle-ci, car la défense de ce droit n'est nullement démontrée en logique I.

Je reviens cependant, à la solidarité socio-internationale, là où pourtant *tweet, facebook, etc.* soutiennent toute forme toute cause en alerte. Alors, pourquoi l'omerta-Barbarin en amont, et ce silence sur le silence-Barbarin jusqu'à aujourd'hui quand il y a «*me too*», le droit est-il si peu universel après tant de lunes de l'universalité des droits de l'homme, en France. Je note que cela se passe à une époque où l'État veut être *dieu* quand on ne tolère Dieu de la foi, et l'État nous redéfinit la mort par le matériel entre les mains de la science d'une part, mais en réalité entre les mains d'une industrie, d'autre part. Mieux, d'un capital à qui l'on se soumet.

Le Vatican est un État invité, il n'est pas un État membre, donc

sans droit de vote, pourquoi l'ONU n'a-t-elle rien dit non plus quand on parle avec frasques publicitaires dénonciatrices sur les victimes de camps réfugiés ou de prisonniers de guerre, mais la blessure ici : *omerta ? Les quatre faces du diable catholique de Lyon, ou Preynat protégé de Barbarin* n'est pas le titre d'une imposture déguisée en faveur d'une presse citée plus haut. C'est la définition même dans les termes décrits de la Bible que tenait Preynat-Barbarin du diocèse de Lyon, en soumettant les vic-

times innocentes à la déification suggérée de Decourtray dans Paris Match No. 2533-2065/22 déc. 1998, P.XXXIV : «*je voudrais que tous les hommes deviennent DIEU*». Mais ce DIEU à ce stade était accessible rien qu'à Preynat le prêtre *lgbtqD* pédophile.

La presse musulmane islamique n'a en fait rien dit. L'adventiste pas plus que la presse juive ni de JW, ou, toute autre de culte réformé, n'a su dire. *Spiritualité et droits sont en berne !*

St. Joseph's Church in Carcasse, Haiti was completely destroyed by Hurricane Matthew in 2016

Please Help Rebuild

NEW CHURCH RENDERING

ST. JOSEPH'S CATHOLIC CHURCH CARCASSE, HAITI

Online Donations can be made at:

www.gofundme.com/carcasse-haiti-church-rebuild-fund

Checks payable to:

St. Mary's Church— PO Box 67 Barnesville, MD 20838

Write "Haiti" on the memo line

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

LE COIN DE L'HISTOIRE

Le sénateur Louis Zéphirin

Par Charles Dupuy

Né en 1885 au Cap-Haïtien, Louis Zéphirin situait volontiers ses origines au Morne-Rouge. C'est effectivement là que la famille possédait ses habitations, ses terres, ses racines. Louis Saint-Surin Zéphirin était le filleul du célèbre politicien François Saint-Surin Manigat, celui qui fut longtemps ministre de Salomon, le prétendant malheureux au fauteuil présidentiel. Il tâchera toujours d'ailleurs de s'inspirer de son parrain qu'il regardait comme le modèle absolu du grand commis de l'État, du véritable homme de gouvernement.

Engagé très jeune en politique, Louis Saint-Surin Zéphirin se retrouva, au moment des désordres populaires qui précédèrent l'Occupation, parmi la foule des détenus de la Prison centrale de Port-au-Prince. Comme la plupart de ces malheureux, il avait été embastillé par le redoutable général Charles Oscar, commandant de l'arrondissement de Port-au-Prince et chef de police politique du président d'alors, Vilbrun Guillaume-Sam. À l'aube du 27 juillet 1915, tous les captifs, politiciens, opposants présumés ou jeunes intellectuels qui encombraient les enceintes fortifiées de la prison furent sauvagement massacrés dans leurs cachots. Louis Zéphirin eut la chance providentielle de figurer parmi les rares survivants de cette abominable boucherie. Miraculeusement rescapé de la tuerie, il devait toutefois sortir de cette triste mésaventure avec un bras horriblement mutilé. Quelque temps plus tard, poursuivi par la malchance, il allait perdre l'usage d'un œil après un stupide accident de voiture.

Accueilli en héros à sa sortie de prison, il est triomphalement élu député mais c'est pour ne séjourner que brièvement dans cette Chambre qui sera brutalement dissoute par l'occupant. Il reviendra au parlement le 14 octobre 1930 en qualité de premier sénateur du département du Nord. Soulignons ici que les législatives de 1930 sont habituellement rangées parmi les plus honnêtes à avoir jamais été organisées en Haïti. Le président intérimaire, Louis Eugène Roy, ayant refusé de produire une liste de candidats officiels, seules la popularité des compétiteurs et l'efficacité de leur organisation électorale pouvaient, apparemment, leur assurer une place au parlement. Zéphirin y entra avec les membres du cartel nationaliste: Joseph Jolibois fils, le docteur Price Mars, H. P. Sannon, Seymour Pradel, Victor Cauvin, Dumarsais Estimé, Charles Fombrun, Léon Nau, Pierre Hudicourt, David Jeannot, Jean Bélizaire, Jean-Baptiste Cinéas, Fouchard Martineau, Horace Bellerive, etc.

Le nouveau président, Sténio Vincent, ne tardera pas à entrer en conflit ouvert avec les sénateurs. Zéphirin voudrait bien afficher son indépendance, mais sous Vincent, le politicien doit choisir son camp, s'affirmer pour ou contre le gouvernement. Avec Vincent, le parlementaire doit se soumettre ou se démettre. Sans tergiverser, Zéphirin choisit Vincent. Il le fait avec d'autant plus d'enthousiasme qu'il nourrit le secret espoir d'occuper un jour lui-même le fauteuil présidentiel, de prendre la succession de Vincent à la magistrature suprême. Il signe la Constitution de 1932 et, quatre ans plus tard, il sera, par arrêté présidentiel, nommé sénateur de

l'Artibonite.

Devenu président du Sénat, Zéphirin, « *le lion du Nord* » comme il aime bien se faire appeler, s'établit dans une pimpante maison verte et blanche sur les bords de la rivière Froide, dans la région de Carrefour, un lieu de villégiature fort prisé par la bourgeoisie port-au-princienne du temps. Chaque matin, selon un rituel immuable, peu importe la saison, afin de garder la forme, disait-il, le sénateur Zéphirin prenait sa baignade dans les eaux de la rivière qui porte bien son nom. La maison de rivière Froide deviendra si réputée pour la qualité de la réception qu'offrait le sénateur à la convivialité légendaire, qu'elle va attirer une société brillante dont le charme et l'agrément des conversations la transformeront en une sorte de haut lieu de l'esprit mondain de l'époque. Les commensaux habituels sont surtout des amis et voisins comme Marcel Antoine, Louis Raymond, (père de Claude et d'Adrien Raymond) Jean-Marie Moïse, (grand planteur de Carrefour et père du syndicaliste Rodolphe Moïse) Alfred Dorcé, Marceau Désinor, Klébert Georges Jacob, Marc François, Fernand Bléus, et enfin Duval Duvalier, le père de François Duvalier, dont le sénateur Zéphirin était devenu le protecteur. Le jeune François Duvalier était d'ailleurs un familier de la maison, un disciple discret du sénateur, un auditeur admiratif de ce captivant commerce d'idées, de ces débats politiques passionnés qui animaient la demeure.

Homme à la carrure massive et imposante, le sénateur Zéphirin était un éblouissant causeur, un fin lettré, un charmeur à la culture intellectuelle étendue. Bouquineur toujours à l'affût du livre précieux et rare,

humaniste fêru de culture classique, Zéphirin se targuait souvent de posséder l'une des bibliothèques les plus riches et les mieux garnies du pays. Bâtonnier de l'ordre des avocats, officier de la Légion d'honneur, le sénateur se présentait fièrement à ses électeurs comme un planteur, un distillateur, un fils du peuple. Réputé pour le caractère incisif de ses jugements, il prisait les valeurs du travail, de l'effort et du mérite et répétait souvent à ses amis, « *l'esprit est une dignité !* » ce cri du cœur qu'il avait adopté pour devise. Arborant ses lunettes à verres teintés, l'esprit vif et le verbe éloquent, il ajoutait à ses excellentes qualités de tribun une drôlerie dans sa conversation, un sens de la repartie et un esprit de finesse qui le rendront durablement célèbre.

On ne peut que difficilement résister ici au plaisir de raconter cette brève altercation qui l'opposa à François-Marie Altiéri, où il nous fournit une splendide démonstration de sa verve narquoise, de son ironie corrosive. Il faut tout d'abord savoir que les établissements de F.-M. Altiéri, riche négociant corse installé au Cap-Haïtien, avait acquis une renommée d'envergure nationale pour la qualité et la variété de leur marchandise. Altiéri vendait aussi bien les dernières nouveautés de Paris que la vaisselle de luxe, les articles de toilette ou les matériaux de construction. Quand, ce matin-là, le sénateur Zéphirin entra dans le prestigieux magasin d'Altiéri, c'était pour s'approvisionner en vin. « *Bonjour, Monsieur Altiéri, avez-vous du bon vin à me proposer ?* », demanda le sénateur. « *Vous savez, sénateur,*

répondit d'un ton patelin le commerçant corse, *les bons vins restent en France...* » « *Les bons Français aussi !* » claironna avec sarcasme le jovial sénateur à la grande délectation des clients qui s'esclaffèrent à l'unisson, rirent de bon cœur après ce cinglant trait d'humour de Zéphirin qui fit vite le tour du pays et le consacra champion incontesté de l'humour assassine.

Au lieu de la douce et tranquille retraite à laquelle il prétendait, le sénateur Zéphirin connut une fin de carrière mouvementée, ponctuée d'une suite de mésaventures aussi affligeantes que déplorables. L'une des plus pénibles restera sans aucun doute l'attaque de sa résidence de la rue Espagnole par une foule d'émeutiers en colère. Ce drame sanglant se produisit peu après la proclamation des résultats électoraux par la junte militaire en 1946. Il faut se rappeler qu'à la chute de Lescot, Zéphirin avait tout naturellement posé sa candidature afin de renouveler son mandat de sénateur. Son plus redoutable concurrent était le flamboyant Henri Laraque, chef populiste aux illusions chevaleresques qui entendait absolument entrer au Sénat de la République pour mieux briguer la présidence à laquelle il aspirait. Lorsque Zéphirin fut proclamé vainqueur de la confrontation électorale, ce fut au grand dam des militants de Tom (Travail, Ordre, Méthode) Laraque, qui se disaient victimes de fraudes électorales et refusaient obstinément d'admettre leur défaite. Le 14 mai 1946, un peu avant midi, des centaines de partisans déçus de Tom attaquèrent la maison du vétéran sénateur Zéphirin

PROPRIÉTÉ À VENDRE
PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'informations, appelez Bluet Coq au **509.3170.3575**.

In the eye of the Haitian political storm

Suite de la page 1

By Hugh Locke

Although there is a return to normalcy in Haiti following last year's protests and national lockdown, it feels like the calm at the center of a tropical storm. The issues that led to the lockdown constitute the outer ring of the storm because they remain unresolved. But for the moment they are being held at bay and an inner circle of calm has resulted in a collective sigh of relief throughout the country. Children are able to go to school again, business and community life is back to its usual rhythm, and you can move around freely. Yes, there are some places where armed gangs are still active, but they are largely confined to specific roads and neighborhoods that locals monitor via the social media equivalent of the Waze app.

The big question is how long will the calm center hold before the political storm takes hold again? And here I would make a distinction between the big ongoing systemic challenges facing Haiti and the flashpoint actions that have the potential to either defuse or ignite the situation.

The big underlying challenges include a core level of poverty, inequality, lack of education, and deforestation-linked climate change that continue to weigh down the population and hold the country back. On top of this is layered a new era of detailed exposure of government corruption, serious food shortages that are leading to malnutrition, a 38 percent depreciation of the gourde against the US dollar in the past year, and questions around the future of state-subsidized fuel.

Standing in the temporarily calm center of this political storm is President Jovenel Moïse, now ruling by decree because scheduled legislative elections were not held last year. He has announced three major initiatives that include forming a "unity" government, adopting a new constitution and holding elections. How and if these are implemented represent three flashpoints with the potential to either mollify or exacerbate Haiti's

sary but stopgap measure.

Overhauling the constitution has considerable support in Haiti, although it is not without controversy. The current version, adopted in 1987, weakened the presidency in response to the abuses of the 30-year Duvalier family dictatorship. Included were provisions barring a president from holding two consecutive terms in office. Many see government corruption as being at least partially facilitated by too much

ed to pass the electoral law needed for holding these elections.

One school of thought says a new constitution needs to be in place before the elections are held, while others question the legitimacy of a new constitution taking shape without a fully functioning elected government to guide that process.

Haiti has not been able to pay for its own elections for some time, and so while people rankle at the thought of foreign intervention, the reality is that both a constitutional referendum and national elections can only take place with funding from international institutions and the governments of the US, Canada, France and others. This also means that, like it or not, these same outside agents will have a say in the election vs constitutional referendum debate. And at the moment that external pressure is lined up in support of elections as a priority.

Back to the armed gangs mentioned earlier. While they are not controlling the streets as they did during the lockdown, they are still a reality. Any plan for an election or constitutional referendum needs to address, as an absolute priority, the potential emergence of gangs from the shadows to interfere in the voting process.

The final wildcard in all of this is the possibility of a full-scale food crisis starting in March. This month FAO published its "Early Warning Early Action (EWEA) Report on Food Security and Agriculture," and warned that in Haiti, "4.1 million people (40 percent of the total population) are projected to be severely food insecure during the period going from March to June 2020..." The reasons given are dry conditions that affected the 2018/19 main crop season along with last year's protracted politi-

cal instability. Also cited is the impact of rising staple food prices, with annual food inflation at approximately 22.6 percent.

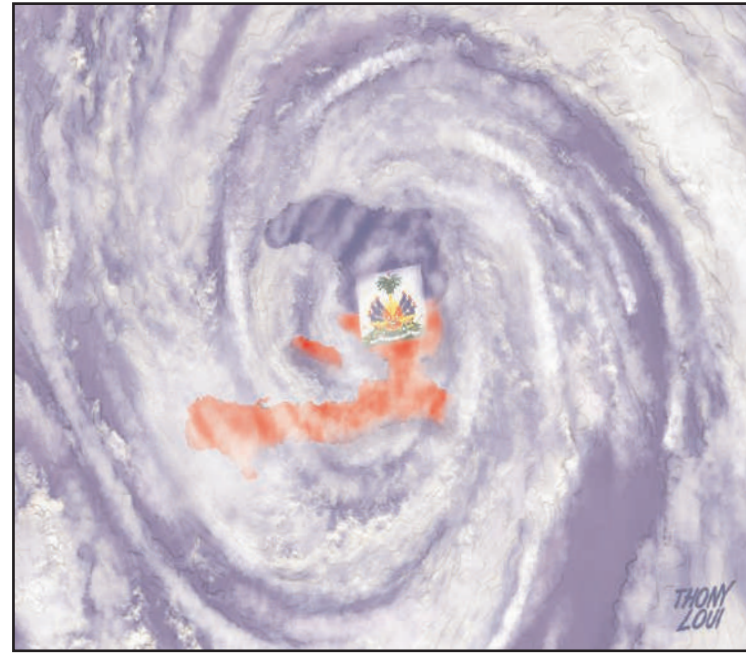
It is worth keeping in mind that the global food crisis of 2008, while the circumstances were different, led to massive public protests in Haiti that were eerily similar to those of last year.

So, is this enough bad news?

I am a resolute optimist about Haiti's future, but I feel I can only share that optimism after first acknowledging the current reality. I shared some of my reasons for optimism in the recent "Voices of Hope for Haiti's Future." Let me add one more positive story to that collection with news that the University Hospital, operated by Partners in Health in Mirebalais, has just received global accreditation for meeting the highest international standards as a teaching institution.

Ultimately my Haitian brand of optimism is a direct result of the success of the Smallholder Farmers Alliance and our tree currency model. We have seen significant increases in farmer yields and income, while these same farmers have planted more than 7.5 million trees to date. We are in the process of significantly expanding our footprint in Haiti to begin enlisting more farmers through partnerships that include Timberland and the Raising Haiti Foundation, along with input from the Ministries of Agriculture and Environment.

The potential impact? FAO statistics say it best: more than half of Haiti's 11 million people live in rural areas, and around 85 percent of them are engaged in agriculture. Farming accounts for around 26 percent of Haiti's economic output, making agriculture by far the country's biggest employer.



The eye of the political storm.

political storm.

The most pressing action facing the president is to appoint an interim unity government to replace the lapsed parliament. It will need to include representatives from the opposition, although the most outspoken figures have so far refused to come to the table. President Moïse is also reaching out to other sectors for inclusion, but to date there is no announcement of this neces-

power being diverted to other branches at the expense of the presidency. But drafting a new constitution and getting it adopted via some form of national referendum, in the midst of the current political uncertainty, seems daunting at best.

The third flashpoint is around holding new elections for the full slate of deputies and the majority of senators whose terms lapsed because last year parliament fail-

HAPPENINGS!

Continued from page 7

B showed her drawing power once more. She won with 39 votes in favor, one abstention and no negative vote. Asked about why such an overwhelmingly positive vote,

de Blasio, Comptroller Scott Stringer and Public Advocate Jumaane Williams, whose election campaign she chaired.

She has also worked in the campaigns of other Assembly colleagues. She ticked off Clyde Vanel, Mathylde Fontus, Diane

she willingly toiled. And the spirited campaign she led last year to elect her fellow Haitian-American Farah Louis to the 45th Council seat in Brooklyn will remain a classic Rodneyse Bichotte.

With friends like those, at all levels of government and with a satisfied constituency in the 42nd Assembly District in Brooklyn neighborhoods of East Flatbush, Flatbush, Ditmas Park and Midwood, Rodneyse Bichotte can always count on the support of a diversified community as she assumes her new task as Party leader.

Since the post of Party leader isn't salaried, what's attractive about it? The chair helps in recruiting members and keeping them. The chair also has the prerogative of choosing candidates for certain government posts, such as judges. However, fundraising ability may be one asset that makes for an excellent chair. In that light, Rodneyse Bichotte is ahead of many. Reportedly the campaign fund of the Brooklyn Democratic Party is in the red, but Ms. Bichotte's Assembly district has reserves approaching \$500,000.

On accepting the post on the

evening of January 20, at the Thomas Jefferson Democratic Club in Camasie, Ms. Bichotte promised to get the Kings County Democratic Committee solvent and transparent. And all district leaders will be called upon to work to that end. She has much to accomplish, with only one full staffer and one on half time. But she's not the only legislator in that situation. She mentions several — in Bronx, Staten Island, Syracuse and Queens.

What's the meaning of her win and what's her advice for others?

"It means that women and immigrants can take the lead in helping shape our electoral pro-

cess. There has been like an uprising of qualified Haitian-Americans who are running for office that should be known more widely. For too long the Haitian community has been undermined and undercounted, downgrading their power."

But it's not all negative, as Ms. Bichotte points out: "There are five Haitian-American Assembly members. Potentially, three are running for State Senator. Three to five are looking at the City Council. We should motivate them and I will encourage whoever is interested in politics to be truly engaged civically."

RAJ

January 29, 2020



U.S. Secretary of State Mike Pompeo.

Ms. Bichotte says, she always supports fellow democrats in their own races, thus she has many friends. Among those she's worked to elect, count Mayor Bill

Richardson, Tremaine Wright, Latrice Walker and more. She counts Councilmember Laurie Cumbo of the 35th Council District in Brooklyn as one for whom

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com



Kèlkeswa moun ou ye, kèlkeswa kote ou soti, resansman 2020 an konsène w.

Patisipasyon w nan resansman 2020 an enpòtan. Nenpòt sa estati ou ye, repons ou enpòtan. Patisipasyon ou ka gen yon efè sou lajan gouvènman an ka depanse pou kominote nou yo. Repons ou yo ap rete prive e an sekirite. Kidonk, chak moun dwe santi yo alèz pou konte chak moun ki nan fwaye yo.

Aprann plis sou.

2020CENSUS.GOV/ht

Se Biwo Resansman Etazini ki peye pou piblisite sa a.

**Prepare
Avni W
Kòmanse isit la >**

**United States[®]
Census
2020**

DEPLASE POU

Kòmanse nan fen mwa janvye, rezidan Vil New York k ap viv nan nivo pòvreté federal oswa pi ba pase nivo pòvreté federal la ka kalifye pou mwatye pri transpò ak yon kat Fair Fares MetroCard.



Ale sou nyc.gov/fairfares pou wè si ou kalifye oswa rele pou jwenn plis enfòmasyon.

NYC
Bill de Blasio
Mayor

NEW YORK CITY COUNCIL
SPEAKER COREY JOHNSON

FARES



#FairestCity

NOUVELLES BRÈVES

Des nouvelles terrifiantes, jusqu'au 28 janvier pour clore le mois

***Un tremblement de terre dans le Caraïbe ressenti jusqu'à Miami.**

***Un accident d'hélicoptère en Californie faisant neuf morts, dont la vedette de basketball Kobe Bryant et sa fille.**

***Le virus dit Coronavirus, d'origine chinoise, fait escale déjà dans d'autres pays, comptant 116 morts et 2 700 nouveaux cas au 27 janvier.**

***Du nouveau dans la mise en accusation (« impeachment ») du président Donald Trump.**

***Hier, mardi 28 janvier**, aux environs 2 h 10 minutes, heure de l'est, un tremblement de terre, de magnitude 7,7 sur l'échelle de Richter, s'est produit dans la mer des Caraïbes à mi-distance entre Cuba, au nord, et la Jamaïque, au

sud, à plus de 100 kilomètres de leurs plages. Selon les experts, le tremblement de terre s'est produit à quelque 86 miles Cuba et à quelque 160 miles au nord-ouest de la Jamaïque. Selon le centre géologique des États-Unis, le séisme s'est produit à quelque 10 kilomètres de profondeur dans la mer. Ainsi s'attendait-on à des tsunamis. Rien de tout cela.

Mais à Miami, à quelque 950 kilomètres de l'épicentre, les immeubles balançaient à telle enseigne, que les gens ont évacué nombre d'entre eux. Les pompiers pensaient même qu'il fallait stopper les trains du métro parce que durant quelques minutes, on continuait à enregistrer des secousses de faible intensité dans toute la zone sud de la Floride. Jusqu'à hier soir avant de mettre sous presse, on n'avait pas de nouvelles de pertes de vie ou de dégâts matériels.

***C'est dimanche matin, 26 jan-**

vier, que la nouvelle de l'annonce de la mort de Kobe Bryant, 41 ans, ainsi que celle de sa fille, Gianna (Gigi), âgée de 13 ans. Ils étaient au total neuf (9) à bord d'un hélicoptère les transportant à un jeu de basketball au village de *Thousand Oaks*, toujours en Californie. Kobe, un as du basketball, allait servir d'arbitre. Comme on le sait, Kobe Bryant est une vedette du basketball qui fait carrière avec l'équipe *Lakers* de Los Angeles.

Enfin, hier, mardi 28 janvier, les officiels et les secouristes ont pu atteindre l'hélicoptère qui s'était écrasé dans un endroit montagneux où il a été totalement consumé. Mais on a pu recouvrir tous les cadavres. Le monde du sport est en deuil. Car plus d'une légende sportive, Kobe Bryant, était un philanthrope et un fervent catholique qui a été à la messe le dimanche matin, avec sa fille, avant de rejoindre les autres — parents et joueuses — qui comp-

taient bien s'égayer cet après-midi-là. Paix à leurs âmes!

***Le coronavirus, qui a éclaté à Wuhan, en Chine, vers la mi-décembre, prend des proportions qui font peur.** Dénommé «corona» (couronne) à cause de sa forme ressemblant à une couronne, le virus se manifeste par des symptômes de grippe et de fièvre. Dans moins d'une semaine c'est la mort qui s'ensuit.

Jusqu'à hier, mardi, 28 janvier, on a rapporté 81 morts en Chine et quelque 2 700 cas répertoriés dans le monde. Mais selon le professeur Neil Ferguson, un expert de la Santé publique au Collège impérial de Londres, plus de 100 mille (100 000) personnes auraient déjà été atteintes. C'est hier, mardi, qu'il a fait cette déclaration reprise par *Google*.

Hier, mardi, un avion américain a rapatrié 240 Américains de Chine et les ont retenus en quarantaine pour observation avant qu'ils ne rejoignent les siens. Les autorités américaines ont interdit tout voyage en Chine, sauf en cas de cause majeure. Plus d'une douzaine de pays ont rapporté des cas, dont cinq cas confirmés aux États-Unis.

Conseil: Se laver les mains souvent et de ne pas fréquenter les

endroits où il y a trop de gens. Certains vont jusqu'à se demander s'il ne faut pas s'éloigner de certains restaurants? En tout cas, la prudence est de mise.

***Et le cas du président Donald Trump, par devant le Sénat, se complique.** En effet. Depuis vendredi dernier, les démocrates avaient fini de présenter les arguments. Il revenait aux Républicains de prendre la relève pour débattre de l'acte d'accusation des Démocrates contre leur président.

Voilà que dans son édition de dimanche dernier, le *New York Times* a publié un article basé sur un livre de John Bolton, l'ex-Conseiller à la Sécurité Nationale, qui affirme que le président avait effectivement retenu quelque quatre cents millions de dollars (400 000 000,00 \$) d'aide militaire à l'Ukraine pour contraindre le président de ce pays d'entamer une enquête sur un potentiel rival aux élections de novembre prochain. Il s'agit de l'ex-vice-présidente Joseph «Joe» Biden et de son fils Hunter Biden.

Et les Démocrates de demander que John Bolton soit admis à témoigner. Ce à quoi s'oppose le Sénateur de la majorité républicaine, Mitch McConnell. Mais il

CORRUPTION ET IMPUNITÉ À L'ÈRE DE JOVENEL MOÏSE

Claudy Gassant à l'ULCC : Un défi qui a mal tourné

Suite de la page 1

campagne tous azimuts contre les barons de la corruption au sein de l'administration publique, sommant les grands manitous du pouvoir à faire leur déclaration de patrimoine dans les meilleurs délais. Suivant textuellement sa méthode par laquelle il pense que tous sont égaux devant la loi, le secrétaire du Conseil des ministres figurait sur la liste des premiers hauts fonctionnaires invités à remplir cette formalité. En attendant d'attendre le moment opportun pour demander au président lui-même de faire autant (nul n'est au-dessus de la loi?)

Mais un haut fonctionnaire de l'État devenu multimillionnaire avant un an, Lubérice n'a pu, ni n'a voulu présenter un relevé fidèle de son patrimoine. Sur ces entrefaites, le directeur de l'ULCC, constatant l'irrecevabilité du document, car le montant étant longtemps de loin inférieur à ce qui la fortune de Lubérice représente réellement, l'a convoqué à son bureau. Le secrétaire du Conseil des ministres n'ignore pas où cela peut amener avec Gassant, dont la réputation n'est pas à faire, s'est tourné immédiatement vers Jovenel Moïse en vue d'une action immédiate. On a constaté avec quelle rapidité, dans une administration où les décisions à prendre traînent en longueur, a été publié dans *Le Moniteur* l'arrêté présidentiel nommant Rockefeller Vincent directeur général de l'ULCC à la place de Claudy Gassant. Voilà sa carrière terminée brusquement, à peine 49 jours après sa prestation de serment.

Introduit dans le sein de Jovenel Moïse par Gabriel Fortuné

Claudy Gassant dit avoir été

introduit à Jovenel Moïse par Gabriel Fortuné, ancien maire de la ville des Cayes, dans le département du Sud, aussi ex-sénateur de ce même département, aujourd'hui conseiller spécial du



Claudy Gassant.

président haïtien.

Au sein du Grand Corps, M. Fortuné s'était toujours signalé



Jean Gabriel Fortuné.

comme un perpétuel dénonciateur de la corruption. Il semble qu'il porte toujours dans son cœur cette envie de lutter contre ce fléau. Dans son cercle familial, il ne cache pas son envie d'accéder à une haute fonction où il pourrait faire librement la «chasse» aux agents de la corruption, de Duvalier à ce jour.

Il semble qu'il ait découvert

son cheval de bataille, en la personne de Claudy Gassant. Tout porte à croire que Gabriel Fortuné a trouvé en Gassant une sorte d'alter ego, par l'intermédiaire de qui il pourrait mener cette campagne. De son côté, l'ancien juge instructeur, qui a la fougue et le don de faire respecter la loi avec une mentalité de baroudeur, semble croire trouver en Fortuné le protecteur idéal pour mener la lutte qu'il entend promouvoir.

En tapinois dans l'univers de Jovenel Moïse, l'ancien maire des Cayes donne l'impression qu'il voulait s'insinuer dans les vues de son patron jusqu'à atteindre le sommet du pouvoir où il peut ou bien gagner Jovenel Moïse à sa cause, ce qui serait une preuve de naïveté sans pareille, ou bien attendre le moment où la réalité politique peut lui offrir les possibilités d'agir en toute liberté.

Ce n'est pas tout à fait sûr si les deux hommes suivaient séparément leurs objectifs. Mais c'est ne pas connaître Jovenel Moïse aussi de s'imaginer qu'un tel projet est réalisable à l'abri de son pouvoir. Si tel était vraiment le projet en gestation, Claudy Gassant serait bien naïf aussi de penser qu'il pouvait compter sur Gabriel Fortuné pour mener à bien son projet.

L.J.



**Mr Sheriff**
African Spiritual Healer, Reader & Psychic, 45 Years of Exp.
Reunites Lovers, Removes Voodoo, Witchcraft, Evil spirits, Bad Luck, Helps with Court cases, Education, Juju, Health, Sexual Impotency etc
Comments:
Ms Clara: "My Love life changed completely, when I met Mr. Sheriff"
Mr John: "I got promotion in my Job, my Bad dreams Stopped. Thanks Mr Sheriff"
BY APPOINTMENT ONLY, PRIVATE & CONFIDENTIAL
Don't be Silent about your problems. Talk to Mr Sheriff at
347-267-8836
GOD GIFTED INDIAN ASTROLOGER & SPIRITUAL HEALER

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor
Cabinet Medical
Lundi — Samedi: 11 AM — 7 PM

Examen Physique sur écoliers	Tumeur
Traitements pour douleurs,	Hémic
Fièvre	Circoncision
Immigration	Tests de sang et de grossesse
Planning familial	Grippe
Infection	

♦ MÉDECINE CHIRURGIE ♦
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565